



VERS UNE VÉRITABLE UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE ?

RENCONTRE EUROPÉENNE

3 juin 2015

VERS UNE **VÉRITABLE**
UNION ÉCONOMIQUE
ET MONÉTAIRE ?

RENCONTRE EUROPÉENNE

3 juin 2015

Remerciements

Ces actes reprennent les débats d'une rencontre européenne qui s'est tenue le 3 juin 2015 à l'Assemblée nationale, à Paris. Les trois organisations partenaires – la Fondation Jean-Jaurès, la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) et la Délégation socialiste française au Parlement européen – tiennent à exprimer leur gratitude au président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, pour avoir accueilli ce colloque, ainsi qu'à l'ensemble des intervenants et à Jean Quatremer, qui l'a animé.

Pervenche Berès a joué un rôle moteur dans la tenue de cette rencontre, qu'elle en soit ici chaleureusement remerciée.

Les intervenants

Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale

Agnès Bénassy-Quéré, économiste, présidente-déléguée du Conseil d'analyse économique (CAE)

Pervenche Berès, députée européenne, présidente de la Délégation socialiste française, administratrice de la Fondation Jean-Jaurès

Henrik Enderlein, directeur de l'Institut Jacques Delors-Berlin

Elisa Ferreira, députée européenne, coordinatrice socialiste de la Commission économique et monétaire

Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès

Arnaud Marès, conseiller spécial du président de la Banque centrale européenne

Benedicta Marzinotto, chercheuse, Institut Bruegel, université d'Udine

Pierre-Alain Muet, député, vice-président de la Commission des finances

Jean Pisani-Ferry, économiste, commissaire général de France Stratégie

Jean Quatremer, journaliste, *Libération*

Valérie Rabault, députée, rapporteure générale de la Commission des finances

Xavier Ragot, économiste, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)

Michel Sapin, ministre des Finances et des Comptes publics

André Sapir, économiste, Institut Bruegel, professeur d'économie à l'Université libre de Bruxelles (ULB)

Bernadette Ségol, secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES)

Martin Schulz, président du Parlement européen

ÉDITORIAL

**Pervenche Berès
Gilles Finchelstein**

La Fondation Jean-Jaurès, la Fondation européenne d'études progressistes et la Délégation socialiste française organisaient, le 3 juin 2015, le colloque « Vers une véritable union économique et monétaire ? » dont l'objectif était de débattre et d'explorer avec des responsables politiques européens et des experts ce qui doit être fait pour tracer les pistes d'une gouvernance plus démocratique, efficace et transparente.

Nous avons jugé utile de publier l'intégralité des travaux tant ils furent riches. Ils montrent aussi qu'il existe à Paris une base pour clarifier nos positions, ce qui est attendu comme point de départ des nécessaires discussions qui s'engagent avec nos partenaires. Il y avait une certaine urgence à le faire alors que s'engageait la mise en œuvre du troisième plan d'aide à la Grèce, les débats autour du rapport des cinq présidents, mais aussi la négociation avec le Royaume-Uni.

Des lignes de forces existent pour combiner solidarité et responsabilité, pour sortir du court-termisme et de la superposition de règles inachevées qui ne conduisent qu'à davantage de complexité et pas nécessairement à plus d'emplois ou de convergence. Résoudre la

dichotomie entre l'Europe intergouvernementale et l'Europe communautaire pour plus de démocratie est devenu un impératif. Nous devons aussi mieux tenir compte de la dynamique économique spécifique à la zone euro, dire ce qu'est une réforme structurelle progressiste, équilibrer les politiques économiques européennes, ne pas découpler les impératifs d'équilibre budgétaire des ambitions sociales et des besoins de financer et d'investir dans un nouveau modèle économique. Pour une Europe plus juste et plus solidaire, il faut donner la priorité à la croissance, à l'emploi et à l'investissement. Quant à la question du séquençage de la réforme en deux étapes, beaucoup conviennent qu'elle comporte le risque de voir mis en œuvre son volet « responsabilité » en retardant toujours plus celui de la solidarité réelle.

Depuis, le président de la République française a été présent sur le front européen. Son engagement a été déterminant pour éviter le Grexit que nous redoutions tant. Il en a tiré les enseignements et s'est exprimé, dès son interview du 14 juillet 2015 ou dans son hommage à Jacques Delors paru le 19 du même mois, en indiquant sa volonté d'être l'artisan d'une initiative forte de la France sur ces questions. Depuis, les attentats en France ou l'afflux de réfugiés en Europe ont bousculé l'urgence ; elle revient alors que le referendum britannique doit être saisi comme une occasion de clarification ; c'est dans ce contexte qu'il faut saluer la déclaration franco-italienne de Venise du 8 mars 2016, les travaux lancés lors de la réunion des dirigeants progressistes à Paris le 12 mars ou le rapport dont Pervenche Berès a, avec Reimer Böge (PPE, allemand), la charge au Parlement européen sur un budget pour la zone euro.

Ces travaux peuvent y contribuer.

PRÉAMBULE

Gilles Finchelstein

Cette rencontre se tient à un moment très particulier, non seulement pour l'Europe, mais plus spécifiquement pour la zone euro. L'Europe a « célébré » il y a quelques jours le dixième anniversaire du « non » au référendum français qui a eu des conséquences profondes et durables sur le rapport de beaucoup d'Européens, de beaucoup de Français et beaucoup de socialistes français à l'Union européenne. Nous sommes ainsi passés du « delorisme » au « dolorisme », d'une situation dans laquelle l'Europe était une espérance à une situation dans laquelle l'Europe est devenue une souffrance et un sujet qu'il convenait de mettre à distance, d'éviter.

Dix ans après, l'Europe doit repartir sur un véritable projet qui aille au-delà de la réorientation qui a souvent été évoquée ces dernières années. C'est un moment particulier pour l'Europe, *a fortiori* dans les mois qui précèdent le référendum britannique.

Dans ce moment particulier pour l'Europe, il y a un moment plus particulier encore pour la zone euro, après qu'elle a traversé les crises, après les nombreuses réformes qu'elle a connues ces deux dernières années : les chefs d'État et de gouvernement ont confié aux principales institutions européennes le soin de rédiger un rapport pour

savoir quelle devait être la nouvelle étape sur la coordination de la zone euro. Le Conseil européen se tiendra à la fin du mois de juin : la date choisie pour la tenue de ce séminaire n'est donc pas le fruit du hasard.

Nous avons voulu que ce séminaire ait un double horizon, d'abord l'horizon du long terme – y compris le fait de savoir si les traités doivent être révisés –, la vision que nous voudrions voir se développer. Et la vision du court terme, de l'immédiat, de l'année ou des deux années qui viennent, c'est-à-dire dans le cadre des traités actuels, ce qu'il est possible de faire.

Cette rencontre prendra deux formes, la forme classique des interventions des principaux responsables politiques, puisque se succéderont à cette tribune à la fois Michel Sapin, Claude Bartolone et Martin Schulz. Puis celle d'un vrai débat, d'une vraie discussion, dont nous avons voulu faire en sorte qu'elle se caractérise par sa diversité, diversité à la fois des institutions, des fonctions, des nationalités qui sont présentes.

Pervenche Berès

Cette rencontre se déroule dans un calendrier utile. Le Conseil européen qui, peut-être cette fois-ci, devrait lancer le débat tant attendu sur l'avenir d'une véritable union économique et monétaire se tiendra le 25 juin prochain. Les cinq présidents, de l'Union, la Commission, l'Eurogroupe, la Banque centrale et le Parlement, se rencontrent le 5 juin pour préparer cette feuille de route que nous attendons depuis si longtemps que le titre de la note qui accompagne notre rencontre, *Vers une véritable union économique et monétaire, il y a*

urgence, peut ressembler à une provocation... Ma conviction est bien qu'il y a urgence à en parler ici, à Paris, essentiellement autour de la famille socialiste. C'est dans cet esprit que nous avons imaginé cette rencontre.

J'ai la conviction que dans le concert européen chacun doit jouer sa partition et qu'à l'avant-veille d'un congrès du Parti socialiste français, la façon dont nous allons parler d'Europe, la façon dont nous allons nous saisir de ce sujet est absolument critique. Les menaces qui empêcheraient de saisir l'urgence d'aller vers une véritable union économique et monétaire sont toutes au rendez-vous. Nous les connaissons. Elles s'appellent Grexit, Brexit, l'Ukraine et relations avec la Russie, la Méditerranée et la question des migrations. Elles s'appellent aussi TAFTA. Autant de raisons qui commanderaient que l'on ne traite pas de cette urgence-là.

Au cours de la crise nous avons fait des choses, nous avons appris des choses, nous avons appris par exemple que ce n'est pas parce qu'on est protégé par l'euro qu'il ne faut pas mener ses propres réformes structurelles. Mais le risque existe que nous n'osions plus, que nous n'osions pas porter notre drapeau et dire ce que nous avons à dire. Si nous nous taisions, nous prendrions un double risque, d'abord celui de laisser la place aux populistes qui, eux, ne craignent pas de sortir leur flambeau, de porter haut l'étendard de la destruction de l'Europe.

Mais il y a un autre risque, c'est celui des conservateurs au sens large et au sens européen du terme. Ceux qui ne veulent rien changer à aucune règle et qui considèrent que tout va bien. Sauf, bien sûr, la façon dont les pays, peut-être, surtout ceux du Sud, appliqueraient les règles... Or il me semble que nous sommes ceux qui peuvent penser

qu'il faut aller au-delà, et que ce n'est pas pour rien que cette urgence est inscrite depuis 2012 dans l'agenda européen.

Parlementaire européenne depuis quelque temps, c'est la première fois que je suis amenée à négocier dans des conditions de tension aussi grandes un rapport, ce qui illustre l'importance du moment et aussi sa difficulté – également parce que ce Parlement européen ne ressemble pas à celui de la précédente mandature au cours de laquelle nous avons pu engranger un certain nombre de succès.

Dans le débat que nous allons ouvrir, mon sentiment est que la question qui se pose n'est pas tant : « Que faire ? », mais plutôt de répondre à « Comment convaincre ? ». Est-ce avec la méthode grecque ou est-ce avec celle du président de la République française ? Entre les deux, nous devons déceler le moyen de faire bouger les lignes et je vous propose de nous fixer entre autres objectifs aujourd'hui de répondre à cette question.

PREMIÈRE TABLE-RONDE

L'IDÉAL ET L'HORIZON : QUE SOUHAITONS-NOUS CONSTRUIRE ?

Jean Quatremer

La crise grecque est mortifère pour l'idée européenne. La façon dont est traitée la Grèce, mais aussi dont ont été traités les autres pays périphériques, montre que la monnaie unique telle qu'elle a été conçue est un drame. Je ne parle pas ici des Grecs : même sans l'euro, ils auraient fait faillite un jour ou l'autre et auraient dû ajuster brutalement leurs dépenses à leurs recettes. L'endettement de ce pays a commencé bien avant l'euro, dès le premier mandat d'Andreas Papandreou en 1981, et il s'agit de sa troisième faillite depuis le XIX^e siècle, ce qui en fait une sorte de tradition.... Non, je parle ici de la façon dont les opinions publiques perçoivent la façon dont les autorités européennes gèrent cette crise. En deux mots : avec brutalité. Si aujourd'hui rares sont ceux qui veulent remettre en cause l'euro, même en France, parce que les gens ont cette monnaie dans leur portefeuille, ce n'est clairement pas une monnaie aimée, une monnaie dont on est fier. Plus globalement, la zone euro n'est pas aimée, la façon dont elle est gouvernée n'est pas aimée.

Depuis quatre mois, les autorités de la zone euro négocient avec un pays souverain dans le secret le plus total, sans aucun contrôle parlementaire, sans aucune transparence, exigeant des mesures dont on entend parler au hasard des rencontres dans les couloirs. La description des réformes, c'est le mot consacré, varie selon l'interlocuteur auquel nous, journalistes, nous nous adressons. Mais personne ne sait précisément ce que veut la Banque centrale européenne, le Fonds monétaire international, la Commission européenne, les différents États membres de la zone euro. Où est la démocratie dans ces négociations technocratiques et secrètes, alors même qu'il s'agit de décisions qui vont engager les dix-neuf démocraties qui ont l'euro en partage ?

Personne ne rend compte devant un Parlement élu. Les ministres qui négocient au sein de l'Eurogroupe ne sont pas responsables devant le Parlement européen, pas même responsables devant leur propre parlement national, qui ne leur pose d'ailleurs jamais de questions sur ce qu'ils font à Bruxelles. L'Eurogroupe en tant qu'organe n'est responsable devant personne tout comme la Commission dès lors qu'elle agit dans les domaines économique et monétaire. La situation est tellement dramatique que la Banque centrale européenne apparaît comme infiniment plus démocratique que la Commission ou l'Eurogroupe. Son président, Mario Draghi, qui s'exprime beaucoup, vient régulièrement devant le Parlement européen, rend des comptes. La BCE est aujourd'hui le seul porteur, à mon sens, de l'intérêt général européen.

L'effet de cette absence de légitimité démocratique est terrible : ainsi, si les Grecs restent attachés à l'euro pour des raisons matérielles évidentes, l'idée européenne s'effondre. Il faut craindre l'effet induit, dans les opinions publiques des autres pays, de cette

délégitimation. Croit-on sérieusement qu'un jour on pourra traiter l'Allemagne ou la France ou l'Italie comme on a traité la Grèce ?

Il y a urgence à réagir. Les élites politiques ont conscience de ce défi démocratique, mais personne n'agit. Cette impotence du collectif devient angoissante alors que plus rien ne semble pouvoir endiguer l'euroscpticisme. Il est temps de dresser un état des lieux, d'essayer de remédier aux défauts de conception de la zone euro, de donner un avenir lisible au projet monétaire européen, qui rime aujourd'hui avec austérité et technocratie. Le rapport des cinq présidents européens est le énième rapport sur la façon de réformer l'union économique et monétaire. Je crains qu'il ne soit enterré, comme les précédents rapports. Aujourd'hui, malheureusement, en Europe, on fait exactement ce qu'on fait en France, on écrit des rapports, qui débouchent sur de nouveaux rapports, et qui vont ensuite donner lieu à des rapports... Et pendant ce temps, personne n'agit parce que tout le monde est politiquement paralysé.

Nous avons une heure devant nous pour parvenir à dresser un bilan et pour dessiner le visage qu'aurait une union économique et monétaire modèle.

Arnaud Marès

Je m'exprime à titre personnel et partage effectivement un des points de Jean Quatremer, sur le fait qu'il est quand même assez extraordinaire d'avoir une évolution vers l'intergouvernementalisme dans la gestion de nos problèmes, et qu'on parle sans arrêt dans nos rapports techniques de toutes sortes d'union – union monétaire et économique,

union bancaire, des marchés de capitaux etc. – en mettant chaque fois l'union politique à la fin. Pourtant nous sommes d'abord et avant tout dans l'union politique. Notre union monétaire vient du marché unique. Et le marché unique, c'est d'abord politique.

Le marché, c'est la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux. À partir du moment où l'on supprime les frontières, on supprime aussi la possibilité dans un pays de protéger les citoyens contre une concurrence déloyale des autres : cela ne peut fonctionner que si l'on rétablit des règles. Le marché, ce n'est pas l'anarchie, c'est un système organisé avec des règles de fonctionnement. Ces règles de fonctionnement doivent être policées par des cours de justice, un système judiciaire, qui assurent qu'elles sont respectées. Le système judiciaire ne peut fonctionner que s'il y a un système législatif, un pouvoir législatif qui écrit la loi que la cour doit faire appliquer. Et les deux n'ont aucun sens sans un pouvoir exécutif qui fait appliquer leurs décisions.

Le marché unique est donc d'abord et avant tout une union politique avec les trois branches du gouvernement. Si l'on ne part pas de ce principe, c'est-à-dire si l'on n'accepte pas que le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire soient appliqués au niveau de l'Union, on prive chacun des citoyens de l'Union du marché, de sa souveraineté effective.

Car, à partir du moment où l'on affecte leurs intérêts essentiels, c'est-à-dire la protection de leurs droits en matière de marché, on leur enlève de la souveraineté. C'est pour cela que nous, simples technocrates, avons tenté d'expliquer que ce transfert de souveraineté ou cette mise en commun de la souveraineté n'était pas une perte de

souveraineté, mais au contraire la récupération d'une souveraineté qui, aujourd'hui, est perdue dans beaucoup des États. On l'a vu dans tous les pays de la périphérie, mais pas uniquement dans la périphérie.

C'est le point de départ que je fixe. En effet, si l'on ne fait pas ce constat préalable, on va continuer à mettre des rustines de gauche et de droite, à faire de l'intergouvernementalisme et tout cela ne servira à rien.

Bernadette Ségol

On vient de parler du désamour de la population vis-à-vis de l'Union européenne et je le constate au sein du syndicalisme en Europe, parce que les syndicats sont un reflet de nos sociétés. Je ne parle pas ici du syndicalisme français, je parle du syndicalisme en général. On peut discuter institutions, intergouvernemental *vs* communautaire, mais il y a une question politique fondamentale qui doit être traitée. Si l'on doit et si l'on veut, la question est : « Comment doit-on faire pour que les gens ordinaires recommencent à croire que le projet vaut la peine ? ». Et un sujet que l'on ne peut évacuer, c'est la question du dumping social et salarial que les économistes traduisent autrement, qui est la dévaluation salariale et sociale auxquelles les politiques qui ont été menées ont conduit. Parce que les gens que je représente ici voient d'un mauvais œil que ce qui se passe corresponde à une baisse dans leurs conditions de travail, dans leurs conditions salariales.

Je pense donc que si l'Union européenne ne donne pas aux travailleurs, mais plus généralement aux citoyens, des signes que tout cela représente un progrès pour eux ou, en tout cas, n'entraîne pas une

concurrence systématique vers le bas, nous ne les réconcilierons pas avec l'Europe.

Jean Pisani-Ferry

Nous avons engagé la discussion sur deux plans à la fois, je ferai donc des remarques sur chacun des deux plans. D'abord sur le projet zone euro de manière générale et, puisque nous sommes en France, sur nos propres contradictions en la matière. Collectivement, nous avons trop attendu de la création d'une monnaie, nous avons escompté que la monnaie allait créer de l'unité, un sens de la communauté. Cela n'a pas été le cas et il faut le reconnaître. La crise a révélé la réalité d'un destin commun, mais le passage à la monnaie commune n'en avait pas créé le sentiment. Nous projetons, en Europe, des images de l'avenir assez différentes les unes des autres, et même de plus en plus différentes, si bien qu'on a de plus en plus de mal à les réconcilier. Et en France, nous nous faisons de l'avenir une image singulièrement brouillée.

Demandons-nous collectivement : « Quelle image du futur de la zone euro la France projette-t-elle ? » Pouvons-nous y répondre aisément ? Non. Pourquoi ? Parce que la France est extrêmement divisée elle-même sur ce plan et que, aujourd'hui, elle ne parvient pas à se doter d'une vision de ce que doit être l'avenir de la zone euro. Il ne s'agit pas de mettre en accusation les dirigeants. Mais je dis qu'une société qui est divisée sur ce qu'elle souhaite a beaucoup de mal à projeter une vision de l'avenir et, logiquement, beaucoup de mal à engager une discussion de fond, sans parler d'une négociation avec les autres, sur ce que pourrait être l'avenir de la zone euro.

Sur la question de la Troïka ensuite, il est rare de négocier des programmes FMI au grand jour, ne nous attardons pas sur ce point. En revanche le problème, me semble-t-il, c'est que le mandat qui a été confié aux institutions qui négocient est remarquablement flou. Qu'est-ce que c'est que la Troïka ? C'est une construction *ad hoc* qui a été mise en place parce que les dirigeants des principaux pays de la zone euro n'avaient pas confiance en la Commission. Ils n'ont pas donné de mandat à la Commission, ils ne se sont pas reposés sur les mécanismes traditionnels d'assistance qui mettent la Commission au premier rang. Ils n'avaient pas confiance d'un point de vue technique : ils ont appelé le FMI. Je pense d'ailleurs qu'ils ont eu raison parce que la Commission n'avait pas le savoir technique requis pour concevoir et négocier un programme d'assistance dans une situation de ce type. Elle l'a désormais acquis.

Ils n'avaient pas non plus confiance d'un point de vue politique. C'est pourquoi on a créé une sorte de monstre dans lequel la Commission négocie sans qu'elle soit – en tant qu'institution politique – jamais engagée dans la définition des programmes. Si tout se termine mal, la Commission pourra dire qu'elle n'a jamais – en tant que Collège – émis le moindre vote sur la question des programmes de la Troïka. Une Commission qui ne s'est pas engagée, un Parlement dépourvu de pouvoir en la matière : voilà posé le problème du mandat de négociation.

Nous avons écrit avec André Sapir, il y a deux ans, que la présence de la BCE dans la Troïka ne se justifiait pas. La BCE pouvait être là comme observatrice mais, du point de vue de son propre mandat, cette institution ne pouvait pas l'être au même titre que les autres. C'est d'ailleurs aussi parce qu'on se méfiait de la Commission qu'on a mis la

BCE à bord du navire. On a donc créé une institution ou une quasi-institution qui, en tant que telle, a effectivement beaucoup de mal à projeter de la légitimité dans une situation qui est, par nature, extrêmement tendue.

Jean Quatremer

On ne négocie pas des programmes du FMI au grand jour, il est vrai. Mais c'est un peu moins vrai pour ce qui concerne la zone euro. Depuis le début des négociations, les Grecs, et notamment le gouvernement actuel, n'hésitent pas à rendre publiques les exigences du FMI et des institutions européennes. Finalement, trois semaines plus tard, on apprend que cette description est fautive. On a donc d'un côté des politiques qui font de la politique et de l'autre des technocrates qui font semblant de ne pas faire de politique. Cette asymétrie de communication donne l'image de gens sans cœur, brutaux. Si les choses étaient un peu plus transparentes, si l'on avait une liste de ce que demandent réellement les institutions et la contre-proposition du gouvernement concerné, on pourrait avoir un débat.

André Sapir

Ce que je retiens de cela, et que je partage avec les orateurs précédents, c'est le peu de légitimité, en tout cas la perception du peu de légitimité de l'Eurogroupe et le manque de rôle du Parlement européen. Je pense que, effectivement, il est intéressant d'évoquer ces questions dans un parlement national, que le grand défi qui est devant nous est de voir comment, à côté du pôle ou du pilier monétaire, on

peut créer en Europe ou dans la zone euro un pilier budgétaire. Un pilier budgétaire d'une zone euro qui n'est pas les « États unis de la zone euro », mais une zone euro où la légitimité reste principalement au niveau national, où les budgets restent principalement au niveau national, mais où l'on doit avoir une capacité d'agir ensemble et de manière légitime.

La Banque centrale, au moment de sa création ou dans les années immédiatement après sa création, craignait d'avoir face à elle un pôle ou un pilier budgétaire parce qu'elle craignait que le pilier budgétaire rogne son indépendance. Aujourd'hui, au vu de la crise, c'est l'inverse, la Banque centrale se dit ce que Tommaso Padoa Schioppa nous avait dit : la BCE est indépendante, mais risque d'être solitaire. Il manque à la BCE un véritable partenaire politique qui la traite en toute indépendance mais qui agisse néanmoins de pair avec elle.

Que peut-on imaginer pour concevoir un pilier budgétaire qui ne serait pas identique au pilier budgétaire en œuvre dans un État fédéral comme les États-Unis ? Je pense que reprendre l'organisation de la Banque centrale européenne n'est pas une mauvaise idée. Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale est bien sûr composé d'un gouverneur par pays, mais on y a adjoint six représentants de la zone euro désignés par les instances européennes. Ces six membres européens et ces membres nationaux font ensemble la politique monétaire. Je pense qu'on pourrait imaginer quelque chose du même ordre au niveau européen, c'est-à-dire avoir les membres actuels de l'Eurogroupe, les ministres des Finances, mais, en plus, il y aurait six membres représentant la zone euro dans son ensemble désignés par les instances européennes. Bien sûr, ce nouveau Conseil de l'Eurogroupe serait contrôlé par le Parlement européen.

Cette instance politique serait le pendant du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale. La question qui se pose ensuite est celle des tâches que l'on confierait à ce Conseil. On ne lui confierait pas comme tâche la politique budgétaire européenne, puisque les politiques budgétaires resteraient essentiellement nationales.

Durant la crise de la dette souveraine, l'Europe a créé le mécanisme européen de stabilité (MES), totalement intergouvernemental. Il a besoin d'être modifié et d'être placé sous la responsabilité de ce nouvel organe, le Conseil de l'Eurogroupe, lui-même tirant une partie de sa légitimité du Parlement européen. Cela signifie qu'en matière budgétaire, cette légitimité du Parlement européen entrera inévitablement en conflit à certains moments avec celle des parlements nationaux. Parce que les budgets nationaux sont votés par les parlements nationaux, mais que, parfois, ce qui est fait au niveau national est en contradiction avec l'intérêt de la zone euro. C'est un élément important de la discussion.

Xavier Ragot

Nous partageons le constat d'un certain fractionnement, d'un étiolement de la pensée européenne, d'une renationalisation, avec une divergence nationale des projets européens. À cela s'ajoute qu'il n'y a pas, au sein de chaque pays, d'accord national sur la pensée européenne : chaque famille politique est divisée sur le projet, voire même sur le constat. Pourquoi en est-on là ?

Sans faire d'« économicisme » exagéré, la divergence entre les intérêts strictement nationaux a rarement été aussi grande

qu'aujourd'hui. Dix ans après la construction européenne, le moteur économique et aussi politique qu'était le marché, la concurrence, l'intégration commerciale, n'avait toujours pas fait converger les économies européennes. Elles ont au contraire divergé comme rarement.

On peut prendre différentes mesures de cette divergence. Ce que prennent beaucoup de gens, par exemple, c'est le coût unitaire du travail. Les taux d'inflation étaient très différents et, aujourd'hui, j'estime que l'Allemagne est sous-évaluée de 20% par rapport à un taux de change d'équilibre. Alors que l'Allemagne fait 80% des exportations de la zone euro, l'Espagne et la France ont du mal à exporter parce que le taux de change ne correspond pas, même s'il correspond un peu plus aujourd'hui avec ce qu'il faudrait pour l'économie française grâce à l'action de la BCE.

Il y a un problème sous-jacent très, très profond à cause de ces divergences. Ce qui n'était pas directement atteint par la politique de la concurrence, c'est-à-dire le secteur des négociations salariales, a fait diverger les économies européennes. On peut aussi prendre l'immobilier, dont les prix ont été multipliés par deux depuis 2000 en France, alors qu'ils sont restés stables en Allemagne. Si la dynamique française avait suivi la dynamique allemande, cela représenterait à peu près 10% de niveau de vie des salariés français.

Tous ces éléments-là sont éminemment profonds. Il faut partir de ces divergences et tenir vraiment un discours de vérité en disant qu'il faut mener des politiques d'abord nationales, pour refaire converger les choses très en profondeur. Ma lecture, c'est que la « reconvergence » européenne demande une décentralisation, c'est-à-dire une réflexion

nationale pour refaire converger les choses, repenser profondément les compromis sociaux, l'évolution des salaires au sein des pays, entre les pays, sur une base nationale, donc sur une base assez intergouvernementale.

Qu'est-ce que cela veut dire très concrètement ? Si l'Allemagne introduit un SMIC, il faut une négociation européenne pour faire converger les niveaux du SMIC à un horizon de dix ans. C'est de dix ans dont on parle, la reconvergence européenne sera à dix ans.

L'Allemagne a atteint le plein emploi, elle importe des travailleurs qualifiés d'Espagne, pendant que la France se demande comment elle va absorber les jeunes qui arrivent aujourd'hui sur le marché du travail. Quelle hétérogénéité fabuleuse ! Il faudra dix ans pour corriger cela. À dix ans, quelle est l'évolution du SMIC ? Quelle est l'évolution de l'assurance chômage ? Oui, il faut une assurance chômage européenne. C'est-à-dire que, pour faire revivre ce projet européen tout en gardant un très grand réalisme économique, il faut repartir du mode de formation des salaires, du dialogue social au sein des entreprises, d'une notion du progrès social qui part de l'hétérogénéité européenne et qui pose cette question sociale avec un discours de vérité. En Grèce, il faudra effectivement encore des années de convergence pour atteindre une stabilité économique. Il faut tenir ce discours dur avec nos amis grecs et générer dans le même temps une solidarité qui permette de gérer cette transition, qui sera dure, c'est certain, qu'ils sortent ou qu'ils restent.

Il faut tenir un discours de vérité sur les problèmes auxquels on fait face et remettre au cœur du débat cette question salariale, cette

question d'une négociation salariale, de la formation des revenus, du chômage, du marché du travail, pour aller vers une issue progressiste. Je suis assez critique sur la notion de réformes structurelles, dont le concept nébuleux demande à être hiérarchisé. Je pense que le cœur, ce sont les convergences du marché du travail européen. C'est notre projet à dix ans et cela demande une certaine décentralisation, un retour à la question nationale qui soit coordonné au niveau intergouvernemental. Cette convergence n'est pas dans le mandat de la BCE, ni vraiment atteignable directement par le marché unique, mais je pense qu'elle peut générer des propositions concrètes qui redonnent un sens au progrès social européen.

Jean Quatremer

Il faut garder à l'esprit que l'hétérogénéité au sein des États-Unis d'Amérique, qui ont une monnaie unique depuis un certain temps, est supérieure à l'hétérogénéité économique au sein de la zone euro. Même si comparaison n'est pas raison, rappelons que le budget américain était encore de 1 % du PIB au début du siècle précédent, et qu'il a atteint son niveau actuel grâce au budget de la défense, qui a crû avec la Première Guerre mondiale et avec les transferts qui ont été organisés au moment de la crise de 1929...

Jean Pisani-Ferry

Il y a une différence considérable, c'est que, aux États-Unis, la dépense publique a été créée directement au niveau fédéral. Le niveau sous-fédéral n'a donc pas été dépossédé au profit du niveau

fédéral. La dépense publique est déjà à un niveau très élevé partout en Europe. Toute augmentation du budget de la zone euro impliquerait donc un transfert, donc une diminution des pouvoirs, des fonctions au niveau national. Ce n'est pas du tout la même chose.

Arnaud Marès

Il y a une autre différence : les transferts fédéraux-États aux États-Unis sont extrêmement élevés. Un État comme l'Alabama perçoit chaque année en transferts fédéraux nets environ 15 % de son PIB. D'autres États font le contraire.

Agnès Bénassy-Quéré

Contrairement à ce qu'on croit en France, ce n'est pas le budget fédéral qui fait l'essentiel de la stabilisation aux États-Unis entre les États...

Arnaud Marès

La question est donc bien de savoir si l'on accepte des transferts budgétaires systématiques. C'est vrai pratiquement à l'intérieur de chaque pays, c'est vrai à l'intérieur de la France, c'est vrai à l'intérieur de l'Allemagne, à l'intérieur des États-Unis. Est-on prêt à l'accepter dans l'Europe ou dans la zone euro ? Il y a des conditions qui sont nettement plus élevées en matière de capacité de chaque économie à fonctionner toute seule.

Henrik Enderlein

Il ne faut pas perdre de vue la question essentielle de la zone euro. Pour moi, il y a deux points. Le premier est que la zone euro, aujourd'hui, n'est pas viable à long terme. Si elle reste comme elle est aujourd'hui, elle ne survivra pas.

Le deuxième point, c'est que perdure cette sorte de compromis qui est à l'origine de la zone euro. À l'origine, c'était un compromis franco-allemand. Pour la France, il y avait l'idée que la monnaie unique serait un début et que, une fois mise en place, nous aurions les outils politico-économiques, et notamment la Banque centrale, pour créer de la convergence. Et un budget centralisé pour faire vivre cette union monétaire. C'était un projet logique. De l'autre côté, il y avait le projet allemand, tout aussi logique, qui était de créer d'abord le marché intérieur, de le faire fonctionner jusqu'à ce qu'il y ait convergence et à la fin – cerise sur le gâteau – il y aurait la monnaie unique. L'Europe a fait un compromis : ancrer la monnaie unique tout de suite, mais ne rien mettre en place pour créer cette convergence entre les États membres. Nous sommes toujours dans ce compromis éminemment fragile, que nous essayons de faire vivre, mais qui ne survivra pas.

Que faut-il faire aujourd'hui ? À mon sens, il faut remettre sur la table ce débat fondamental, ne plus l'éviter en considérant que c'est un débat qui va beaucoup, beaucoup trop loin. Trois questions se posent. Premièrement, comment créer cette convergence qui nous manque aujourd'hui ? Faut-il créer plus de marché ? Oui, à mon sens. Faut-il un peu plus de convergence sociale ? Oui, à mon sens, il faut faire quelque chose. Mais il faut aussi entrer dans les détails. Faut-il parler d'une convergence de la fiscalité ? À mon sens, il le faut

aussi. Mais chacun d'entre nous autour de la table aura d'autres préférences, d'autres idées, sur la façon de créer la convergence.

Le deuxième point sur lequel il faut se mettre d'accord est : comment partager le risque ? La notion de partage de risque était absente des premiers temps de la zone euro. Nous avons créé le MES en pleine crise pour partager le risque, mais nous n'avons pas créé une véritable union bancaire. Pour moi, il faut une union bancaire beaucoup plus approfondie, c'est le point par lequel je commencerais. Faut-il aller jusqu'aux euro-obligations ? Mes compatriotes en Allemagne disent que non. Je crois qu'il faut peut-être trouver un équivalent fonctionnel. C'est un débat important.

Le troisième débat, et qui peut fâcher ici, est : comment partageons-nous la souveraineté ? Parce que qui dit partage de risque dit aussi partage de souveraineté. Je sais qu'à Paris, c'est un débat qui n'est pas facile à mener. La notion que je préfère est celle de « fédéralisme par exception », une notion utilisée par Jean-Claude Trichet et par Jacques Delors. Quand tout va bien, chaque pays est autonome dans la conduite de ses politiques économiques, dans les limites de ce que disent les traités, mais, dès qu'il y a un problème, il doit y avoir un transfert de souveraineté. On le voit aujourd'hui avec la Grèce, on le voit aujourd'hui dans d'autres pays. Ce qui manque néanmoins, c'est le contrôle démocratique pour rendre légitime ce partage de souveraineté.

Ces trois volets – comment avoir de la convergence, comment partager les risques et comment partager la souveraineté – sont des questions qu'il faut poser. Encore une fois, on a tendance à noyer le poisson en s'enfermant beaucoup dans les détails et cela nous ne mène nulle part. On évite juste les vraies questions qui fâchent.

Pierre-Alain Muet

Pour commencer, je vais revenir sur le sujet fondamental : l'Europe a traversé ces trois dernières années, en tout cas jusqu'au milieu de l'année dernière, une récession qu'elle a presque créée de toutes pièces. Par de nombreux côtés, elle ressemble aux politiques de déflation des années 1930 et elle en a les mêmes origines : les égoïsmes nationaux. Nous sommes allés au bout de ce qu'on peut faire en matière d'union monétaire quand on n'est pas capable de franchir le pas politique. On l'a payé très cher. Cela nous a même conduits à oublier les leçons fondatrices de l'Europe.

La première de ces leçons a été de dire, lorsque l'Europe a été créée, qu'on ne referait pas l'erreur du traité de Versailles, on ne ferait pas payer à un pays ses erreurs. On mettrait de la solidarité. Nous sommes allés loin d'ailleurs, quand on a construit l'Europe, dans la solidarité. On a non seulement mis en commun nos ressources majeures en France et en Allemagne – le charbon et l'acier –, mais on a même effacé une bonne partie de la dette allemande, en 1953. Cette solidarité, on l'a un peu oublié aujourd'hui, a été fondatrice de l'Europe.

La deuxième leçon, c'est qu'on ne fait pas une union monétaire sans solidarité financière. On sait très bien que la crise qui s'est généralisée dans la zone euro résulte de l'incapacité en Europe à avoir une politique macroéconomique qui marche sur deux jambes à l'échelle de l'union monétaire. Nous sommes dans une situation paradoxale. La seule institution qui tienne un discours politique cohérent sur la situation européenne, c'est la Banque centrale, qui se tourne vers les États en disant : « Faites-nous une politique budgétaire qui soit adaptée à la situation européenne. »

Qu'a-t-on fait au cours de ces trois années ? On a appliqué dans chaque pays des politiques qui sont pertinentes si l'on est seul à les mener. Je pense aux réductions de dépenses publiques, qui réduisent bien sûr les déficits quand on est seul à le faire, parce que dans ce cas, on ne perd pas tout en matière de croissance. Je pense à des politiques de baisse du coût du travail, qui sont pertinentes quand on est seul à le faire, comme l'Allemagne au début des années 2000 car, dans ce cas, on améliore sa compétitivité, en compliquant toutefois la vie de ses voisins. Mais quand on mène tous ensemble ces politiques d'austérité et de compétitivité sans se préoccuper de l'effet global sur la zone euro, on aboutit à des catastrophes. Les politiques budgétaires globalement trop restrictives font s'effondrer la croissance, de sorte que les déficits ne se réduisent pas ou peu. Les politiques de baisse du coût du travail s'annulent entre pays et il ne reste à l'échelle de l'Union que la baisse des prix. Il ne faut donc pas s'étonner qu'on ait été en récession et au bord de la déflation : c'est le résultat de politiques non coordonnées qui, certes, sont pertinentes quand on raisonne à l'échelle nationale, mais qui sont incohérentes à l'échelle de l'Union.

Le vrai déficit de l'Union, c'est son incapacité à mener une politique macroéconomique cohérente. Ce que disait André Sapir sur le pilier budgétaire est fondamental. On sait très bien que, comme on n'a ni État fédéral ni budget fédéral, on sera bien obligé de coordonner d'une façon complexe les politiques économiques par une coordination discrétionnaire. Jamais les règles ne vous donneront le bon état de la politique budgétaire de l'Union.

Il se trouve qu'aujourd'hui le hasard – la baisse des prix du pétrole – a redonné du pouvoir d'achat aux ménages et desserré les contraintes des politiques budgétaires. Conjugué à une politique

monétaire intelligente, cela a permis à l'économie de redémarrer. Mais cette incapacité à mener une politique macroéconomique cohérente est un vrai problème et je pense que ce n'est pas un hasard si l'on a vu renaître les discussions sur un « gouvernement économique » de l'union monétaire et la nécessité d'un complément politique à l'union monétaire. Ce sujet me paraît tout à fait fondamental et je pense que les réunions interparlementaires auxquelles nous avons participé pourraient peut-être permettre d'avancer dans ces domaines. Nous sommes en tout cas en train de payer très cher un déficit politique qui est fondamentalement un déficit de solidarité de l'union monétaire.

Elisa Ferreira

Je partage la philosophie des deux dernières interventions. Dès l'origine de l'union monétaire, beaucoup de changements sont intervenus au niveau de l'Union européenne. Pendant longtemps a existé un équilibre de leadership entre la France et l'Allemagne. Depuis quelque temps, on voit trop d'Allemagne et trop peu de France. Existait aussi un équilibre entre les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates teinté d'humanisme. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une droite qui a un agenda libéral, conservateur, et à une gauche qui a un volet social-démocrate un peu caché. Dans le projet européen existaient deux faces de la même pièce : la convergence nominale et la convergence réelle. Aujourd'hui, c'est la convergence nominale qui compte, la convergence réelle a complètement disparu. La divergence n'a jamais été aussi forte au sein de l'Union européenne.

Tout le projet européen était un projet politique fondé sur l'économique. Aujourd'hui le niveau politique a disparu et, si vous n'êtes

pas un vainqueur, un héros au niveau économique, il n'y a plus de politique. Regardez la Grèce. Notre marché était un marché intérieur, bien sûr, mais il avait aussi un objectif international de paix, de solidarité, de démocratie. Aujourd'hui, sous la contrainte de la globalisation, chacun raisonne selon ses intérêts en termes strictement économiques. C'est devenu le seul enjeu de l'agenda européen.

Auparavant, la Commission était le moteur de l'Union européenne. De nos jours, elle n'entraîne plus rien. Et la Troïka, qui n'est responsable devant personne, est vraiment le symbole maximal de cette aberration. Au Parlement européen, nous avons fait d'énormes efforts pour faire venir la Troïka, sans succès. Le FMI qui, lui aussi, a son système de gouvernance, n'est pas responsable devant le Parlement européen. Les États membres se sont organisés autour de l'Eurogroupe, qui n'est même pas une institution, mais dont les membres répondent devant les parlements nationaux.

La Commission est bien sûr responsable devant le Parlement européen mais, en matière d'union économique et monétaire, elle fait fonction de secrétaire technique de l'Eurogroupe et ne répond pas au Parlement européen. C'est le symbole maximal de ce qui se passe dans l'Union européenne, on ne contrôle rien, on ne sait rien. Il faut procéder à un changement très urgent de l'agenda, revenir aux choses les plus basiques, avec un très grand effort de réalisme et de convergence de positionnement sur les choses les plus simples : les objectifs sociaux, en vérifiant ceux qui sont viables dans le contexte actuel.

Je ne suis pas française mais, depuis la périphérie européenne, on regarde la France, on a regardé les socialistes français comme un espoir, une prise en main, quelque chose donnant l'espérance que

l'avenir de l'Union européenne serait un peu contrôlé, avec des gens responsables. Mais on sent que, comme chaque pays, la France est tournée vers ses propres problèmes et que ce sont les ministres des Finances qui portent les messages politiques. Alors je me demande s'il est bien possible d'engager les citoyens dans des objectifs et des chiffres, comme les 3% de déficit ou la réduction de la dette...

Nous avons un agenda trop théorique, trop peu politique, et les ministres, même quand ils sont socialistes, ne semblent ne pas avoir soit la volonté politique, soit le pouvoir de proposer un agenda vraiment alternatif qui redresse le projet européen en retrouvant les objectifs qui étaient partagés par tous au début de l'expérience européenne.

Jean Quatremer

Je dirais même que ce sont surtout ces socialistes qui n'osent rien dire. Depuis Jacques Delors, les socialistes se taisent sur l'Europe. C'est aussi simple que cela. Et ce sont les conservateurs et les libéraux qui parlent. Cela n'a pas changé avec François Hollande... Je sais bien qu'il ne faut pas dire ça ici... Je peux témoigner que, par exemple, François Hollande et Elio Di Rupo (alors Premier ministre de la Belgique) se taisaient au Conseil européen. Si une parole différente n'est pas portée au sein du Conseil, si l'on préfère le bilatéral à l'assemblée, on n'arrive à rien.

Benedicta Marzinotto

En réaction à ce qui a été dit sur le marché unique et l'union politique, je ne sais pas si le marché unique a besoin d'une union

politique mais, au moment des négociations du traité de Maastricht, on ne pensait pas que le marché unique demanderait un partage de souveraineté. Il était fondé sur le principe d'une reconnaissance mutuelle qui permettrait aux pays de continuer de faire les choses sans partager la souveraineté. Le problème de souveraineté n'existait pas, au niveau budgétaire et monétaire, lorsque les États membres ont dû abandonner une partie de leur souveraineté à la Banque européenne et à la Commission.

Le problème est venu de la crise. Au cours de celle-ci, les États membres qui s'étaient engagés lors des négociations de Maastricht à concéder une partie de leur souveraineté à la Commission, notamment dans la négociation budgétaire, par la méthode communautaire, se sont rendu compte qu'ils avaient cédé une partie de leur souveraineté au nom de l'Europe et sont devenus méfiants les uns envers les autres. Le premier problème politique, c'est ce manque de confiance entre les États membres. Il faut donc la renforcer ou revenir à la méthode communautaire.

La deuxième chose est de faire participer les citoyens en développant la dimension sociale de l'Union européenne, par des méthodes dont on pourra discuter par la suite lorsqu'on entrera dans les détails pratiques. Ensuite, du point de vue du long terme de l'intégration européenne, je suis un petit peu sceptique. Je ne sais pas s'il y a eu un moment au cours de l'intégration européenne où les États membres savaient vraiment où ils allaient, ou étaient d'accord sur un objectif final.

Il faut donc être ambitieux, mais réaliste. Il faut penser aux conditions opérationnelles. Et je suis d'accord avec ce que disait

Pervenche Berès : il est urgent d'agir. Mais le problème, c'est que la notion d'urgence n'est pas présente par exemple lors de la création du système monétaire, et pas plus lors de la création de l'union bancaire : on continue de donner l'impression qu'il n'y a plus de risques financiers. Or le risque existe toujours pour des raisons que je pourrai évoquer plus tard.

L'histoire de l'Union européenne a démontré que la stratégie adoptée était viable en son temps, parce que nous n'étions pas au niveau d'intégration où nous en sommes maintenant. Pour éviter la fragmentation, la désagrégation de l'Union européenne, il est urgent d'agir. Que faut-il faire ? Je voudrais simplement donner un exemple, je crois qu'il est indispensable de se doter d'une capacité à absorber les chocs, donc d'un budget européen. Budget dont nous voulons qu'il réduise les conflits potentiels entre les niveaux européen et nationaux. Nous voulons aussi, pour éviter ce qu'André Sapir a appelé une contradiction, une répartition des tâches entre le Parlement européen et les parlements nationaux. Il pourrait y avoir, par exemple, un budget de la zone euro capable d'amortir les plus grands chocs, alors que les petites fluctuations cycliques pourraient, elles, être absorbées par les États membres. Il faudrait qu'il y ait un périmètre très précis pour travailler dans le cadre de la méthode communautaire, qui soit légitimé par le Parlement.

Il n'y a pas nécessairement de contradiction entre le Parlement européen et les parlements nationaux parce qu'ils pourraient travailler, même à des fins différentes, de la même façon. À ce titre, le budget de l'Union européenne, qui existe depuis fort longtemps, n'a pas créé de conflit entre le Parlement européen et les parlements nationaux.

Agnès Bénassy-Quéré

Trois choses. D'abord, je crois qu'il convient tout de même de garder en tête qu'il y a un principe qui doit guider la gouvernance, et ce principe est : « Qui paie ? » Tant que ce sont les États qui paient *via* le mécanisme européen de stabilité, il est un peu difficile de demander au Parlement européen et non aux parlements nationaux leur accord pour les plans d'aide à tel ou tel pays. Le cœur du sujet est donc le mécanisme européen de stabilité qu'il faut réformer et transformer en sorte de fonds monétaire européen, de manière à ce que la gouvernance soit analogue à celle du FMI, qui permette justement d'avoir l'intérêt européen comme finalité et non pas la juxtaposition des intérêts nationaux.

Je voulais aussi réagir sur la question de l'adhésion et de l'euroscepticisme. Je pense qu'il y a un malentendu entre les économistes et les non-économistes. Les économistes raisonnent « en différence », c'est-à-dire que, quand ils regardent ce qui s'est passé avec l'euro, ils savent que, même s'il n'y avait pas eu l'euro, certaines choses seraient identiques. Notamment en France. S'il n'y avait pas eu l'euro, nous aurions quand même un marché du travail dysfonctionnel, quand même des politiques du logement inefficaces, quand même une école inefficace, quand même un millefeuille administratif...

En revanche, le citoyen *lambda*, lui, voit que cela ne marche pas et n'essaie pas de décomposer ce qui ne marche pas et d'attribuer à l'euro ce qui doit être attribué à l'euro. Et comme globalement cela ne fonctionne pas, il rejette tout en bloc. Alors que nous, économistes, avons tendance à dire qu'il y a un « antimonde ». On aurait d'ailleurs peut-être eu intérêt à décrire ce qui se serait passé, avec la crise

mondiale, si l'on n'avait pas eu l'euro. Le système monétaire européen, puisque nous n'étions pas en régime de change flexible, aurait volé en éclats, on aurait eu la guerre des monnaies en Europe, les banques en faillite...

Le troisième point, le plus important, sur lequel je voudrais intervenir est : « Où allons-nous ? » Et quel est le problème principal ? Si j'avais à rédiger le rapport des cinq présidents, je l'intitulerais : « Un grand pays qui s'ignore ». Je pense qu'on peut résumer ainsi tous les problèmes qu'on a. Quand on parle de moins-disant social ou fiscal, on a cette idée en tête. On se dit que ce n'est pas normal qu'on se fasse concurrence entre nous. Au cours de nos entretiens pour la note du Conseil d'analyse économique, avec Xavier Ragot, nous devons par exemple toujours rappeler à nos interlocuteurs, en particulier outre-Rhin, que la zone euro a une monnaie flexible vis-à-vis du reste du monde et que, par conséquent, baisser le coût du travail partout dans la zone euro n'avait aucun sens puisque la baisse du coût du travail sera compensée par la hausse de l'euro...

Ce qui est important, en revanche, c'est la convergence entre États membres de la zone euro. On insiste beaucoup sur cette convergence. Quand on regarde les recommandations de la Commission européenne, on n'a pas l'impression qu'en face des dévaluations fiscales des réévaluations fiscales sont recommandées par la Commission européenne ; c'est là le problème et le biais dans la conduite de la politique économique.

Outre la zone euro, l'Union européenne est aussi un grand pays qui s'ignore, par exemple dans ses relations avec la Russie, par rapport aux migrations, mais aussi aux régulations internationales. J'ai

un peu de mal avec l'euro-scepticisme français parce que les Français ont une propension à vouloir régimenter le monde, mettre de l'ordre dans cette mondialisation. Mais, pour mettre de l'ordre dans cette mondialisation, il faut représenter une masse considérable... Ce qu'on voit avec l'union bancaire, qui commence à faire peur au Royaume-Uni, devrait nous faire réfléchir et nous faire admettre que, quand on arrive à se regrouper, on a un poids, et que, dans la négociation commerciale internationale, on peut dire ce qu'on veut, mais l'Union européenne est un acteur majeur. Les Français, grands critiques de l'Europe, devraient s'en rendre compte.

Je ne parle pas de la politique monétaire, domaine où, s'il y a bien un État médian dans la zone euro, c'est la France : la politique monétaire de la zone euro, dans l'ensemble, correspond aux besoins de la France. C'est pourquoi je suis toujours gênée par l'euro-scepticisme français. Je ne parle pas ici des pays périphériques, où l'on peut avoir un sentiment différent.

Je termine, pour illustrer ce thème du « grand pays qui s'ignore », avec la politique budgétaire. La Commission européenne fait des efforts démesurés pour essayer d'insuffler l'idée que la zone euro est un grand pays. Elle a adressé une recommandation de politique économique à la zone euro récemment (à qui, d'ailleurs ?) : « Il faut coordonner les politiques budgétaires pour assurer une orientation de la politique budgétaire agrégée en ligne avec les conditions cycliques et avec les problèmes de soutenabilité budgétaire. » On lit cela et on se dit : « Concrètement, on fait quoi ? »

Je regarde donc les pays qui sont sous le volet correctif du Pacte de stabilité et qui n'ont de ce fait absolument aucune marge de

manœuvre, ce qui correspond tout de même au total à 38 % du PIB de la zone euro. On a déjà stérilisé 38 % du PIB ! Ensuite s'ajoutent les pays qui sont dans le volet préventif du Pacte de stabilité, qui ont un peu plus de marge de manœuvre, mais pas beaucoup plus. Et tout le monde converge finalement vers cette pauvre Allemagne, à qui l'on dit : « Il n'y a plus que vous ! » Et l'Allemagne dit : « Non, désolée, nous, nous avons la règle constitutionnelle et le pacte de la coalition. »

Va-t-on surmonter ces problèmes-là avec juste de la coordination ou de la bonne volonté ? Ce n'est pas certain, et c'est pour cela qu'on parle de capacité budgétaire. Si l'on ne veut pas de coordination, il faut le dire d'emblée et ce n'est plus la peine que la Commission écrive des recommandations à la zone euro. En revanche, si l'on en veut une, il faut trouver un moyen de la porter et, pour l'instant, ce n'est pas le cas, parce que, dans l'ajustement budgétaire, on a mis des vitesses minimum d'ajustement, et pas de vitesse maximum.

Le manque de politique économique d'ensemble dans la zone euro est tout de même un peu triste, puisque c'est un problème qui avait été soulevé par Keynes en 1942 dans un rapport où il expliquait exactement les biais déflationnistes que nous connaissons aujourd'hui. Ce qui signifie qu'on ne sait toujours pas faire, dans un régime de change fixe, un ajustement qui ne soit pas asymétrique.

Henrik Enderlein

Puis-je dire un mot sur l'Allemagne ? Parce que si le constat est correct, l'explication pêche un peu. L'Allemagne, aujourd'hui, par

rapport à son frein à la dette, a une marge de manœuvre d'environ 1 % du PIB. L'excédent structurel en Allemagne peut être corrigé, ce n'est pas le problème. Ce n'est pas la règle budgétaire ou la loi ou encore la Constitution qui empêche l'Allemagne d'agir, c'est un choix purement politique. Ce point n'est pas mentionné explicitement, même dans le traité de la coalition. C'est un choix purement politique qui s'explique par la démographie allemande. L'Allemagne va perdre environ 20 % de sa force de travail entre 2000 et 2060 : un pays qui est en train de diminuer comme cela sa force de travail est un pays qui a plus de difficultés à accumuler de la dette que d'autres pays. Il faut donc aujourd'hui comparer en termes nets la dette en France, en Allemagne et au Royaume-Uni, parce que ces trois pays, vers 2050, auront la même population. Et c'est pour cela que l'Allemagne est aujourd'hui beaucoup plus hésitante dans son choix politique par rapport aux investissements et à la politique budgétaire.

Je pense que l'Allemagne doit investir : le taux d'investissement net a été plusieurs fois négatif ces dernières années. Mais il faut bien être conscient que c'est bien plus un choix politique qu'une règle constitutionnelle qui détermine la politique allemande.

Jean Quatremer

En écoutant Agnès Bénassy-Quéré, on a la confirmation qu'on mélange un petit peu le niveau zone euro, c'est-à-dire le niveau fédéral, et le niveau des États fédérés. Aux États-Unis, ce n'est pas le cas : chaque État peut faire faillite, ce n'est pas le problème des autres. Même s'il y a des règles – il existe une sorte de pacte de stabilité –, il y a au moins un niveau d'action fédéral. Nous, nous sommes dépourvus

de budget de la zone euro et nous ne pouvons pas emprunter au niveau de la zone euro. Il y a donc des contraintes qui s'exercent sur les budgets nationaux qui ne sont pas légitimes et ne sont pas ressenties comme légitimes. Lorsque Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des Finances, dit à la France : « Il faut faire ceci et cela... », j'ai envie de lui répondre : « Mais qui êtes-vous ? Je ne vous ai pas élu. » Ce qui pose un problème fondamental, c'est que nous avons mélangé tous les niveaux.

Arnaud Marès

Ce qu'on n'a pas remarqué, c'est qu'une demi-douzaine de pays a perdu l'accès au marché. Cela veut dire qu'ils n'avaient plus la capacité de se financer et qu'ils n'avaient plus la capacité d'avoir une politique budgétaire stabilisante, parce que plus personne n'était là pour prêter. Heureusement que le reste de la zone euro est venu pour les soutenir. C'est tout de même une nouvelle donnée essentielle parce que, si vous voulez stabiliser l'économie quand vous êtes en période de récession ou de difficulté, vous avez besoin de la politique monétaire. Je suis d'ailleurs content quand tout le monde dit que la BCE fait bien son travail parce que c'est vrai et que cela a trait aussi à la manière dont elle est constituée et dont elle est dirigée.

Nous avons besoin des politiques budgétaires nationales parce que, en cas de choc asymétrique, on a besoin que le budget national absorbe effectivement le choc que la Banque centrale ne peut pas absorber. Pour cela, on a besoin que l'État soit suffisamment crédible pour que, effectivement, au moment où il a besoin d'aller émettre, donc de laisser filer le déficit, il puisse le faire sans avoir des spirales de dette

qui s'enchaînent et puis *in fine* une sortie du marché et, au bout, la fin du jeu.

Il ne suffit pas d'avoir un budget de la zone euro, même si c'est une chose qui est parfaitement légitime, il faut aussi que chaque État de la zone euro retrouve la capacité de s'endetter dans des conditions qui soient effectivement sans risque. C'est-à-dire pouvoir retrouver l'usage de sa politique budgétaire. Cela ne se fera pas tout seul. D'abord parce que le précédent de la demi-douzaine de pays qui ont perdu l'accès au marché est répliquable. Ensuite, parce que le niveau de dettes qu'on a est beaucoup plus élevé qu'au moment où l'on a créé la monnaie unique et que la perception du risque est beaucoup plus élevée.

Il faut un changement de régime et consentir, de mon point de vue, à passer à un stade où l'on accepte d'avoir probablement des mécanismes de soutien. C'est-à-dire, pour la partie stabilisant leur budget, que les États puissent s'endetter auprès d'un pool commun, un fonds commun, qu'il y ait un vrai soutien réciproque. Mais pour qu'il y ait ce vrai soutien réciproque, il faut aussi qu'il y ait une forme de contrôle réciproque. Et donc qu'on accepte de marcher dans les clous.

Parce que, soit dit en passant, cette crise, ce n'est pas seulement une crise de l'euro, c'est la convergence d'une crise de l'euro, d'une sorte de méga-crise de liquidités des marchés financiers qui a démarré aux États-Unis, et d'une crise démographique, économique, sociale, etc. Comme l'a dit Henrik Enderlein, l'Allemagne est un pays dont la croissance démographique est faible et l'on est en train de grever progressivement, déficit après déficit, depuis trente ans, l'avenir des jeunes. Effectivement, en transférant de la dette, on n'a plus le débat d'allocation et de distribution qu'on devrait avoir entre une catégorie et

une autre. Il n'en demeure pas moins qu'on a transféré le coût considérable sur les plus jeunes.

Valérie Rabault

J'aime beaucoup le titre de cette table ronde « L'idéal et l'horizon », mais je trouve que les débats de cette table ronde sont assez révélateurs. Comme j'ai le privilège de parler la dernière, je peux constater que les intervenants politiques en appellent aux valeurs de la construction de l'Europe et que l'ensemble des autres parle de mécanisme budgétaire, de la façon de procéder, des propos un peu plus techniques. Et je pense que c'est bien cela, l'écueil de l'Europe.

À l'Assemblée nationale, nous avons eu la chance tout à l'heure d'avoir le roi d'Espagne dans l'hémicycle, qui n'a parlé d'Europe qu'en termes de valeurs, alors qu'il règne sur un pays où le chômage a explosé avec la crise, où un certain nombre de ses concitoyens se trouvent dans des situations très difficiles. On a vu effectivement aux dernières élections municipales que Podemos, entre Madrid et Barcelone, est l'expression de ce que nos concitoyens ressentent aujourd'hui. Ils ne seraient pas sensibles et ne ressentent pas, je crois, ce qui vient d'être abordé dans cette table ronde. Je suis désolée de le dire peut-être un peu violemment, mais je le pense très sincèrement. Et je rejoins Jean Quatremer quand il dit que les Français sont assez inaudibles à Bruxelles et à Strasbourg, ce que je regrette. Il y a à peu près dix ans, nous avons lancé les « activistes du PSE » pour faire émerger une citoyenneté européenne, se sentir européen, dire : « Voilà, je suis évidemment français, mais je me sens européen. » C'est le premier constat.

Le second, c'est que, dans les discussions qu'on a sur l'Europe, on dit : « Les Grecs font ça, les Allemands font ça, les Espagnols font ça... » Si l'on se laisse enfermer dans cette logique d'individualisation, où chacun montre du doigt les turpitudes des autres – on en a tous – soit parce qu'on ne respecte pas le budget, soit parce que côté Allemagne on ne veut pas investir assez à cause de la pyramide démographique, je crois que nous sommes en train de condamner l'Europe et surtout qu'on donne raison aux nationalistes et à un certain nombre de forces politiques conservatrices qui veulent prendre la main en Europe. Quand on analyse assez dans le détail les discours de la droite – maintenant elle s'appelle « républicaine » chez nous –, la droite conservatrice et même au-delà, on voit que c'est un discours qui s'adresse à des pays et qui ne parle plus de l'Europe. Si l'on s'enferme là-dedans, on est en train de condamner notre propre reconstruction européenne.

Il faut prendre, je crois, la démarche inverse, pour répondre à cette très belle question sur l'idéal et l'horizon. Dire sur quelles valeurs on peut se mettre d'accord maintenant, pas en projection sur d'autres sujets, mais maintenant. Comme on se trouve dans une situation économique et sociale difficile, je crois qu'il faut qu'on arrive à se trouver un combat commun, à se retrouver autour d'un combat commun, parce que sinon on s'enfermera dans l'idée : les Allemands, les Grecs, les Espagnols... Ce combat commun pourrait trouver une concrétisation dans l'idée, par exemple, qu'il faut qu'on parvienne à recréer un patriotisme européen ou une souveraineté européenne.

On a beaucoup parlé de l'évasion fiscale qui traverse tous les pays. Or tous les pays ont un intérêt commun parce que l'évasion fiscale fait disparaître des richesses créées en Europe : c'est de la richesse

produite avec des infrastructures européennes, avec du savoir-faire européen qui s'en va ailleurs, qui n'est taxée nulle part. À la fin du compte, ça s'appelle purement et simplement du vol. Comme cette richesse ne rentre pas dans la caisse des États, il faut la compenser par autre chose, et on demande aux citoyens de payer plus d'impôts. C'est un mécanisme qui est extrêmement destructeur pour l'Europe.

Il faudrait que l'Europe apparaisse comme une Europe des valeurs sur ce combat-là, ce qu'elle n'est pas suffisamment aujourd'hui, et qu'elle ne le dise pas dans un langage technocratique. Il ne s'agit pas de dire « optimisation fiscale agressive », il y a d'autres termes, plus simples, il faudrait dire : « Il y a de la richesse produite ici, elle doit profiter au continent européen dans son ensemble. » Et je pense que, sur ce point-là, on peut arriver à se mettre d'accord avec tous les pays, presque tous. Peut-être qu'avec le Luxembourg, les Pays-Bas, ce sera un peu plus compliqué, mais je ne veux pas entrer dans la logique du *naming and shaming*.

Dans dix jours, cher Jean Quatremer, je ne sais pas si vous serez là, mais vous devriez venir, se tient le congrès du Parti socialiste européen à Budapest. Comme vous êtes un Européen convaincu, vous pourriez venir écouter les discussions. Ce sont des discussions que nous menons avec un certain nombre de députés, et Pervenche Berès est aussi fer de lance sur ces questions-là, tout comme quelques députés SPD qui sont partants pour mener ce combat. Il nous faut recréer l'unité autour de valeurs si l'on veut pouvoir atteindre cet idéal et cet horizon, et ne pas s'enfermer dans des discussions qui nous dévalorisent parce que nos concitoyens n'y comprennent rien, et auxquelles nous-mêmes parfois ne comprenons rien.

Parce que c'est compliqué, on en arrive à ce paradoxe incroyable que c'est la BCE qui fait de la politique. Puisque les politiques ne font pas suffisamment de politique, c'est la BCE qui fait de la politique et qui dit : « Moi, j'ai un mandat restrictif, mais je veux quand même l'outrepasser sur un certain nombre de choses, et je vais racheter un certain nombre d'actifs pour pouvoir soutenir l'euro, pour pouvoir aider les États, pour pouvoir leur donner les marges de manœuvre, pour que les entreprises puissent se remettre à emprunter. » Quelle inversion des choses !

C'est très bien que la BCE le fasse. Je crois que tout le monde s'est accordé sur ce point-là aujourd'hui, mais il faut peut-être remettre les choses dans l'ordre. C'est le défi qui nous attend. Si nous n'y répondons pas, c'est nous, les politiques, nous qui sommes élus, que ce soit les politiques nationaux ou les politiques européens, qui seront responsables de ce qui pourrait être un échec de l'Europe, ce qui serait vraiment extrêmement dommageable.

Pour en revenir à l'économie, nous avons reçu ici, à l'Assemblée nationale, Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie. Il n'a jamais été pour l'euro mais, aujourd'hui, il dit une chose que je trouve assez angoissante : « Le coût, pour rester dans l'euro, est désormais supérieur au coût pour en sortir. » C'est sa thèse. Il va donc encore plus loin que son opposition de départ à l'euro. Je crois qu'il faut vraiment, si l'on ne veut pas en arriver à cette extrémité-là, que sur un ou deux sujets, on puisse retrouver l'adhésion populaire, ce dont on est loin aujourd'hui. Entre autres parce que la Troïka est passée par là, dans un certain nombre de pays. Même les pays comme la France qui ont certes du chômage, mais qui n'ont pas subi 20 % de dévaluation sur les salaires, ou les pays comme l'Allemagne, où la crise n'a pas eu d'impact concret

sur la vie des gens, l'euroscepticisme est en train de croître. Je ne sais pas si cela peut répondre à l'idéal, mais l'horizon, lui, passe par la définition et le partage d'un combat commun et ce, rapidement, parce qu'après il sera sans doute trop tard.

Benedicta Marzinotto

Juste un point sur le débat à propos des politiques budgétaires nationales par rapport au budget européen. Je crois que les États membres devraient avoir le contrôle de leur politique budgétaire pour résoudre les variations de court terme. Mais il n'y a pas de raison particulière pour laquelle chaque État membre devrait respecter les 3 %. Ce dont les États membres doivent se préoccuper, c'est de la soutenabilité, pour ne pas avoir à payer pour les dettes des autres. Cette soutenabilité dépend des taux d'intérêt, des conditions financières et de l'humeur des marchés, quelque chose qui est raisonnablement sous contrôle pour l'instant ; cela dépend aussi de la croissance, qui dépend d'abord des politiques nationales, et les politiques nationales envoient aussi des signaux aux marchés financiers. Et puis, vous avez les chocs importants, qui devront être traités par le budget européen. Les deux sont complémentaires, il n'y a pas de contradiction entre une politique budgétaire nationale traitant les éléments de stabilisation de court terme et le budget de l'Union prenant en charge les chocs importants. Cela dit, je pense aussi que, politiquement, et peut-être que Henrik Enderlein pourra le confirmer ou pas, il serait beaucoup plus facile de convaincre l'Allemagne de payer pour un budget d'absorption des chocs que de stimuler leur propre économie.

Jean Pisani-Ferry

Valérie Rabault a raison de parler de combat commun. La leçon de l'euro, c'est que ce n'est pas la monnaie qui crée ce sentiment d'un combat commun et ce n'est pas la monnaie qui crée la citoyenneté. Je crois que la grande erreur a été de présupposer que la monnaie allait faire cela. J'ai quelques doutes sur le fait de savoir si la fiscalité peut être un combat fédérateur.

Il se trouve que j'ai donné à mes étudiants en Allemagne un sujet de comparaison France-Allemagne sur la dépense publique. Ils m'ont demandé : « Pourquoi prélevez-vous tant et dépensez-vous tant pour des résultats qui sont pas meilleurs que les nôtres ? » Je pense que, pour un pays qui a le niveau de prélèvement obligatoire et le niveau de dépense publique le plus élevé, dire que c'est par la fiscalité qu'on va avancer ensemble est inévitablement un petit peu suspect.

Je voudrais revenir sur un point qui est sous-jacent à la discussion. Xavier Ragot a parlé de décentralisation et un certain nombre d'autres orateurs ont parlé de centralisation. La question est : « Dans quel sens faut-il aller ? » Il me semble qu'on ne peut pas dire que la réponse soit systématiquement : « Dans le sens de la centralisation. » Je ne crois pas qu'on puisse dire cela sur l'ensemble des domaines parce qu'un certain nombre de nos difficultés a été créé par de l'incohérence entre les développements des politiques nationales, et le cadre créé par la participation à l'euro. La réponse ne réside pas nécessairement dans davantage de centralisation, elle réside dans davantage d'appropriation – au niveau national – de la logique, on peut dire des disciplines, qui sont associées à la participation à l'euro.

Cette appropriation est une nécessité, et la France est un bon exemple de ce point de vue. Nous sommes entrés dans l'euro comme des somnambules. À partir de 1999, les dirigeants du pays se sont dit : « Maintenant, nous l'avons fait, la BCE va gérer la monnaie, les ministres des Finances vont s'occuper de gérer les aspects budgétaires et, pour le reste, la participation à l'euro n'a aucune sorte d'implication sur les politiques que nous menons. » Nous n'avons pas réfléchi aux implications de la participation à une union monétaire pour l'ensemble de nos politiques. D'autres pays ont fait différemment. D'autres pays ont davantage révisé la manière dont ils pensaient leur compétitivité, leurs finances publiques, leurs politiques de croissance, leurs politiques sociales. Or cette réappropriation de ce que signifie pour nous la participation à une zone monétaire intégrée est indispensable. C'est cela, le mouvement de décentralisation.

Le mouvement de centralisation, c'est ce qu'expliquait Agnès Bénassy-Quéré, c'est la surreprésentation d'intérêts collectifs et la nécessité, face à certains types de chocs ou certains types de situations, de pouvoir conduire des actions communes. Une autre de nos faiblesses est cette insuffisante capacité d'action commune, dont la manifestation, je crois, est que, face à des chocs importants, là où il faudrait avoir une capacité de réaction conjointe, seule la politique monétaire est en situation d'intervenir. Cela pose, cela posera problème à des moments où l'on aura besoin de pouvoir agir avec les deux instruments. Il faut donc réfléchir parallèlement aux deux mouvements, c'est-à-dire ce qu'il faut décentraliser davantage et ce qu'il faut centraliser davantage. L'intégration économique et monétaire n'est pas un mouvement univoque.

Jean Quatremer

Nous avons esquissé quelques solutions à long terme et surtout des solutions à court terme, puisqu'on se heurte à un triste principe de réalité : l'union économique et monétaire dont rêvent tous ceux qui sont attachés à l'Europe et à l'euro n'est politiquement pas possible, en partie à cause de la France, qui ne veut pas modifier les traités suite au traumatisme de 2005. Il va pourtant falloir trouver les moyens de l'approfondir parce que, comme le disait Benedicta Marzinotto, croire que nous sommes à l'abri des chocs est une erreur monumentale. La survie de l'Europe est en jeu.

ÉCHANGE AVEC MICHEL SAPIN

Michel Sapin

Les débats de cette nature sont les bienvenus, et totalement d'actualité. Et merci à Pervenche Berès, en particulier, de faire en sorte que le débat européen soit aussi vivant en France, alors que cela n'est pas si simple pour des raisons auxquelles, avec délicatesse, votre animateur a fait allusion. Notre relation à l'Europe en France est à la fois totale, complète, convaincue et en même temps très précautionneuse. Nous savons quelles divisions le débat sur l'Europe peut créer, et parfois les affrontements créent reculs et blocages, c'est-à-dire la capacité à ne plus avancer. Or on sait très bien que l'Europe a besoin d'avancer, c'est le principe même de son fonctionnement politique.

Ce n'est pas si simple d'avoir été ministre des Finances au moment de la construction de l'euro, du traité de Maastricht, et d'être ministre des Finances aujourd'hui, dans une période où l'on se pose la question de savoir si l'euro suffit. Évidemment, non, l'euro ne suffit pas.

Pour en revenir à ce que disait Jean Pisani-Ferry – sommes-nous entrés à l'aveugle dans cette affaire ? –, je pense que c'est une erreur de dire que nous y sommes entrés en aveugles. Mais nous sommes devenus aveugles. Quand François Mitterrand, Helmut Kohl et quelques autres ont souhaité, après des années de débat sur cette

question de la monnaie, franchir le pas, ils l'ont fait pour des raisons fondamentalement politiques, et tant mieux. Je ne vous rappelle pas le contexte de la réunification allemande, de ce que cela voulait dire pour l'Allemagne et pour les partenaires de l'Allemagne. Et ils l'ont fait en sautant le pas d'un traité d'union économique et monétaire qui, pour reprendre une expression que j'utilise souvent, comprenait ces deux piliers : un pilier où tout était prêt jusqu'au dernier bouton de guêtre – le monétaire – et l'autre où tout était en devenir – l'économique. On avait tout de même bien la conviction que le pilier monétaire à lui tout seul ne pouvait pas réussir, ne pouvait pas satisfaire à tous les enjeux, y compris aux enjeux politiques profonds auxquels l'union économique et monétaire, le traité de Maastricht, devaient répondre.

Ce qui s'est passé ensuite, c'est cette réussite incroyable de la politique monétaire, de l'unification monétaire, qui a fait que, quels que fussent les devenirs de chacun des pays, on ne se posait plus la question de ce qu'ils étaient en profondeur, de leur compétitivité au sens économique du terme ; on ne regardait qu'une seule chose : les taux d'intérêt. Et les taux d'intérêt devenaient progressivement quasiment unifiés, y compris dans les pays qui eux-mêmes devenaient divergents par rapport au cœur européen. Il a pu arriver d'ailleurs à chacun de nos pays d'être divergent à un moment donné. L'Allemagne a été divergente, à d'autres moments la France a été divergente, à d'autres moments encore on a vu des divergences à la périphérie.

Que s'est-il passé ? Il a fallu qu'il y ait les chocs pour faire apparaître des contradictions profondes, que nous connaissions dès le début, mais auxquelles nous sommes tous les uns et les autres devenus aveugles, parce que cela marchait tellement bien qu'il n'y avait pas de raison de se compliquer la vie à vouloir mettre en place quelque chose

qui était l'unification économique – en tous cas des outils économiques d'unification. Et ce sont les chocs, comme toujours, qui ont fait apparaître les faiblesses.

Nous sommes aujourd'hui dans une période de contre-choc, si je puis dire, où les faiblesses, que vous avez analysées, de cette union économique et monétaire à une seule jambe sont apparues avec une puissance considérable. Nous avons voulu répondre dans un premier temps, il le fallait, à ce risque de dislocation par la mise en place de politiques de solidarité, de discipline, de politiques de discipline principalement budgétaires, sans pour autant se préoccuper d'aller au-delà d'une appréciation un peu superficielle des divergences profondes : les divergences des économies elles-mêmes.

C'était nécessaire, et je pense que l'on ne pouvait pas faire autrement. Je suis de ceux qui considèrent qu'évidemment, on s'est aperçu que les disciplines budgétaires, juxtaposées les unes à côté des autres, pouvaient avoir une conséquence budgétaire globale pas, ou peu, optimale pour l'ensemble de la zone euro. Mais peut-être ne pouvait-on pas éviter ces disciplines budgétaires juxtaposées les unes à côté des autres, qui étaient le seul moyen d'arriver à ce que, dans un premier temps en tous cas, la zone euro puisse retrouver une certaine stabilité.

Mais il n'empêche qu'aujourd'hui les faiblesses sont de nouveau apparues et qu'il n'est plus possible de redevenir aveugle, surtout dans une période où, manifestement, les difficultés, les chocs, les contre-chocs, les mini-chocs restent d'actualité ; il n'est qu'à voir, bien entendu, les débats actuels sur la Grèce. Il faut répondre à la question qui est posée – « Que fait-on maintenant ? » – en ayant conscience de cela, en ayant conscience de notre lucidité de départ

– je continue sur l’appréciation qu’avait donnée Jean Quatremer –, sur notre aveuglement, ensuite, parce que tout allait trop bien, sur cette conscience qui est apparue, au travers des chocs, des faiblesses du dispositif. Peut-être aurait-on dû le voir dès le départ et le traiter dès le départ, mais on l’a vu dans l’urgence. Ce n’est surtout pas le moment de repartir dans une période d’aveuglement, au contraire, il faut faire preuve de lucidité. À partir du moment où l’on a fait ce raisonnement-là, il y a deux manières d’aborder le sujet, mais qui, pour moi, ne sont pas contradictoires et doivent se réunir.

La première manière, c’est, au fond, celle que vous venez de traiter, c’est-à-dire regarder, au-delà de l’immédiat, vers quoi l’on devrait aller et vers quoi l’on devrait tendre. Et de ce point de vue-là, on ne doit avoir aucun tabou. Évidemment, si l’on veut aller beaucoup plus loin, il y aura une évolution des traités. La question est ontologique ou théologique. D’ailleurs, chaque fois que l’on a avancé en Europe, on a modifié les traités, puisque c’est l’outil juridique qui permet d’avancer. Il n’est absolument pas interdit, au contraire, d’essayer de se projeter suffisamment loin, à l’horizon – vous avez employé le terme d’horizon, ligne imaginaire qui s’éloigne quand on se rapproche... Donnons-nous de la perspective, plutôt, parce que, si l’on n’a pas de perspective, on ne peut pas agir, y compris aujourd’hui, au quotidien et immédiatement, puisque – et ce sera peut-être la deuxième partie de mon intervention – il faut d’abord cette perspective pour pouvoir avancer ensuite immédiatement.

Mais je sais, nous savons – je crois que maintenant c’est une chose partagée – que si nous voulons commencer par le débat institutionnel, qui est le débat sur les traités, nous allons repousser à plus tard l’avancée concrète qui est absolument nécessaire pour

consolider, pour faire en sorte que l’Europe redevienne une Europe de l’espoir, une Europe qui apporte des solutions plutôt qu’une Europe comme elle est perçue aujourd’hui, une Europe de contradictions, une Europe de difficultés, parfois une Europe de contraintes, une Europe de discipline, pour ne pas dire même une Europe de la sanction.

Il faut donc rétablir une situation économique, rétablir une sérénité du débat sur l’Europe, pour pouvoir ensuite avancer institutionnellement d’une manière qui soit suffisamment pertinente et suffisamment profonde. Voilà donc les deux niveaux d’approche. Et je voudrais traiter le premier niveau, qui est : « Sans se poser la question de savoir s’il faut modifier les traités et compte tenu de la situation d’aujourd’hui, sommes-nous dans l’immobilisme ou pouvons-nous faire bouger les lignes ? » Pour le dire autrement, entre la situation aujourd’hui et la modification des traités, n’existe-t-il pas un terrain, et un terrain extrêmement large, pour avancer, avancer maintenant, avancer dans les jours, dans les semaines, dans les années qui viennent ?

La réponse est oui. Le terrain que nous pouvons parcourir pour aller vers plus de convergence, vers plus de cohérence, vers plus de cohésion, parfois même vers plus d’unification, ce terrain est considérable. C’est celui que nous cherchons d’ailleurs à définir – y compris de manière franco-allemande – avec des positions dans ce domaine qui n’excluent pas à terme les modifications de traités, mais qui se concentrent sur l’horizon plus proche pour nous permettre de progresser.

Alors, dans quels domaines ? Premier domaine très important, je vous disais que j’avais le sentiment que le cumul juxtaposé de politiques budgétaires pays par pays pouvait aboutir à un résultat global

lui-même pas forcément optimal pour l'ensemble de la zone euro, et pas forcément optimal pour chacun des pays qui la composent. Et qu'il fallait donc raisonner en sens inverse. Il faut, à partir de maintenant, ne penser les politiques budgétaires de chacun des pays, mais aussi les politiques structurelles de chacun des pays, qu'à partir d'une analyse globale de la situation de la zone euro et de l'Union européenne mais, bien entendu, prioritairement de la zone euro. C'est très important, c'est une sorte d'inversion dans la réflexion.

Intellectuellement, c'est un travail qui a été fait depuis longtemps, mais pas pratiquement. Pratiquement, c'est depuis le mois de septembre ou d'octobre dernier qu'il y a une analyse de situation globale du point de vue budgétaire de la zone euro. Pour le dire en termes simples, faut-il être plus restrictif budgétairement ou plus allant budgétairement ? La réponse, vous me direz, est peut-être un peu simple, c'est : il faut être neutre budgétairement. Mais le seul fait de dire : « J'analyse la situation européenne et je considère que, compte tenu de la situation macroéconomique, de l'inflation, de la croissance, de ceci, de cela, il faut être neutre », c'est déjà un grand pas. Parce que c'est à partir de cette neutralité, souhaitée sur l'ensemble de la zone euro, qu'ensuite vous réfléchissez pays par pays, en fonction de la situation de chacun des pays, et que vous pouvez vous permettre de dire à un pays comme la France, par exemple, qu'il faut peut-être continuer à diminuer les déficits – ce que je crois vrai –, mais peut-être pas au rythme qui avait été prévu précédemment. C'est ce qui, au bout du compte, a été décidé. Et c'est ce qui peut nous permettre aussi de dire à un pays comme l'Allemagne : « Est-ce que sur certains points, dans certains domaines, il n'y a pas des marges de manœuvre qui vous permettraient de soutenir à la fois votre activité et l'activité de l'ensemble de la zone euro ? »

Il faut faire le même raisonnement sur les questions de réforme de structures : l'objectif est d'être plus convergent. Les situations sont profondément différentes. Les situations institutionnelles, les situations culturelles, les situations du tissu économique, les situations parfois des systèmes bancaires ou financiers sont très différentes d'un pays à l'autre. Mais il faut raisonner à partir de la question : « Vers quoi veut-on aller sur l'ensemble de la zone euro ? » Et puis, ensuite, mettre en œuvre ou faire des préconisations pays par pays pour nous permettre d'avoir cette convergence nécessaire et donc cette efficacité des économies qui s'appuient les unes sur les autres, et non pas qui, à un moment donné, entrent en contradiction les unes avec les autres. C'est donc, premièrement, une sorte de renversement intellectuel du raisonnement sur la mise en œuvre des politiques budgétaires ou des politiques dites de « lutte contre le déséquilibre macroéconomique ».

Il y a ensuite – je vais les citer vite parce que vous les connaissez par cœur – des politiques qui sont en train d'être menées, qui sont de bonnes politiques de cohérence, de convergence, d'union. Je rappelle l'union bancaire, puisque, franchement, ce n'était pas si évident que cela de la mettre en œuvre en si peu de temps. On a trop vite fait de l'oublier... D'ailleurs, si je me place non d'un point de vue historique mais de celui d'une analyse un peu institutionnelle, les deux grandes avancées en matière d'intégration européenne de ces vingt-cinq dernières années, c'est un, la monnaie ; deux, l'union bancaire. Vous n'en trouverez pas beaucoup d'autres où il y a eu une délégation de pouvoir fédéraliste – au sens strict du terme – de même nature. Et là, il y a une délégation extraordinaire.

Le contrôle des banques, la « supervision », comme on dit, ce qui se passe dans chacune des banques, la réglementation des

banques : c'est un pouvoir qui était presque considéré comme aussi souverain que celui d'émettre monnaies, parce que souvent l'un et l'autre étaient extraordinairement liés : qui fabriquait la monnaie ? Ce n'est pas simplement frapper des pièces ou émettre des billets. C'était très lié.

Cette délégation de souveraineté permet d'avoir aujourd'hui un système à la fois de supervision, dont nous sommes en train de mettre au point les derniers éléments d'intervention, de résolution – comme on dit dans le langage en question –, pour faire en sorte que telle ou telle banque ne puisse pas s'écrouler, ou dans des conditions qui soient elles-mêmes très ordonnées, et surtout pour, je ne sais pas s'il faut dire supprimer, mais en tous cas réduire considérablement le lien entre le maintien en état, en sécurité, d'un système bancaire et le budget de chacun des États.

C'est une petite révolution, mais qui est considérable en termes intellectuels. Il faut le reconnaître. Nous qui sommes les partisans de l'Europe, sachons dire qu'on a su bouger, au moins sur ce point-là. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, en tous cas dans le domaine bancaire, peu de monde s'inquiète de ce qui pourrait se passer éventuellement en Grèce, alors qu'il y a quatre ou cinq ans, c'était une terreur, qui a d'ailleurs été une des conséquences des difficultés de la Grèce.

Vous avez des politiques sur lesquelles nous sommes en train de débattre. La fiscalité : Jean Quatremer disait que ce n'est pas avec la fiscalité qu'on va – et il a raison – créer une dynamique extraordinaire, d'autant plus que, en France, dès qu'on dit que l'on veut réformer la fiscalité – surtout quand on vous dit qu'il faut la grande réforme fiscale –, c'est la terreur. La peur s'empare de tout le monde parce que, dès qu'on parle d'impôts chez nous, c'est forcément pour les augmenter.

Et si c'était pour ne pas augmenter, et si c'était pour faire en sorte que des concurrences anormales, parce qu'elles sont purement fiscales, entre nos économies et nos entreprises, étaient diminuées, enfin, étaient rétablies, et donc complètement remises dans l'ordre normal des choses, comme on a voulu et pu le faire s'agissant des concurrences dans d'autres domaines, les subventions, les aides d'État, etc. ?

Chacun le voit bien aujourd'hui, il y a d'abord des optimisations fiscales agressives. On a toujours une capacité à trouver les mots désagréables pour dire ce qu'on veut combattre, c'est très bien, mais enfin, ne pas payer du tout d'impôts sur le territoire européen parce qu'on a réalisé un montage qui permet de faire en sorte de remonter vers le Luxembourg, puis de se retrouver en Irlande, et de finir aux Bahamas, ne pas payer du tout d'impôts, nulle part sur le territoire européen, uniquement par un montage fiscal, ce n'est pas acceptable par rapport à l'entreprise qui, elle, fait son travail tranquillement et considère qu'il est légitime qu'elle ait une forme de reconnaissance vis-à-vis de l'État qui a formé ses ingénieurs, qui a construit les routes, etc.

Ce débat-là était considéré comme insurmontable il y a encore trois ou quatre ans et, aujourd'hui, nous sommes en train de discuter des modalités concrètes pour mettre fin au *ruling* à la mode luxembourgeoise. Ou pour faire en sorte que ce qu'on appelle les prix de transfert – combien on peut faire remonter de la société française vers une société ailleurs – soient corrects, et pas une manière d'échapper simplement au paiement de l'impôt en France, et ensuite au paiement de l'impôt partout dans le monde.

Voilà un sujet qui n'est pas anodin et qui, malgré tout, est aussi extrêmement présent dans la conscience de citoyens français et des

citoyens européens : faire en sorte que, dans ce domaine, on ne crée pas des concurrences tout à fait anormalement faussées. On pourrait dire la même chose en ce qui concerne la volonté d'un certain nombre d'entre nous de parvenir à ce qu'il y ait une harmonisation, au moins du calcul, des bases des impôts. C'est particulièrement le cas pour le domaine économique, où calculer de la même manière la base de l'impôt sur les sociétés serait déjà une belle avancée en matière de convergence de nos économies. Ensuite, l'avancée maximale consisterait à avoir le même taux d'impôt dans tous les pays.

Mais commençons déjà par ces bases, parce que, aujourd'hui, on fait des comparaisons qui sont des comparaisons strictement superficielles ou nominales. On dit que c'est 33 % chez nous, 28 % chez un autre, et 12,5 % chez un troisième : je pense que vous pouvez mettre des noms derrière ces chiffres. Oui, cependant, nous, nous savons que nos 33% sont uniquement payés par les entreprises qui n'utilisent aucune de ce qu'on appelle les niches fiscales, car il y en a de parfaitement légitimes, comme le crédit d'impôt recherche ou d'autres. Alors que les très grandes entreprises, pour certaines raisons parfaitement légales, ont des taux d'imposition qui sont beaucoup plus faibles. Il faut essayer de retrouver des bases qui soient les bases les plus unifiées possibles.

Je pourrais, comme cela, donner encore beaucoup d'exemples de ce qu'il est possible de faire dès maintenant pour avancer fortement vers plus de cohérence et de cohésion, sans pour autant franchir, je n'ose pas dire le Rubicon, mais le débat sur la modification des traités. Ayons toujours cela devant nous pour nous permettre de savoir vers quoi nous avançons, sinon on ne sait pas où l'on va. Mais ayons aussi la volonté de ne pas prendre prétexte que cet horizon est lointain pour ne pas agir aujourd'hui. Nous pouvons agir aujourd'hui et nous agissons

dès aujourd'hui. Et il faut vraiment le dire, le faire, il faut nous encourager les uns les autres. Et je ne dis pas cela seulement parce qu'il y a beaucoup d'amis ici qui ont à voir avec l'Allemagne, le fait que l'Allemagne et la France, sur des sujets comme ceux-là, tiennent un même discours, est un élément extrêmement crédibilisant.

Je pourrais vous dire la même chose par exemple sur la question – qui n'a rien à voir, mais qui est, malgré tout, quelque chose qui crée de la cohérence sociale – de la lutte contre le réchauffement climatique. Que nous ayons cette capacité de proposition commune, que nous ayons cette volonté commune d'avancer, c'est entraînant pour l'ensemble de l'Europe. Et l'Europe aujourd'hui n'est pas le mauvais élève de la lutte contre le réchauffement climatique, plutôt le bon élève, celui qu'on regarde en disant qu'il faudrait faire à peu près aussi bien que ce que peut faire l'Europe. Tant mieux quand l'Europe arrive à être comme cela en avance. Quand elle arrive à être un drapeau que les autres regardent avec plaisir, je pense que l'Europe est à la hauteur de son devenir.

Jean Quatremer

Je voudrais poser une question sur la modification des traités. Lorsqu'on parle avec les Allemands, ils nous expliquent qu'en 1949 les Alliés, dont les Français, leur ont imposé un système juridique dont ils ne voulaient pas forcément, fait de *checks and balances* : pour eux, le droit est devenu extrêmement important puisqu'il est l'armature de leur République. C'est pour cela qu'ils ne peuvent accepter des avancées dans l'intégration qu'à condition que cela figure dans les traités. Ils peuvent, ils sont même prêts à accepter beaucoup de choses, mais il faut que cela soit inclus dans les traités.

Aujourd'hui, par exemple, en Allemagne, on souffre de voir que le Mécanisme européen de stabilité est en dehors des traités, ce qui pourrait, au passage, nous arranger. Mais nous, tout à notre obsession de ne pas modifier les traités, on a abandonné tout ce qui faisait la spécificité française. Je me rappelle très bien que, lorsque François Hollande a fait campagne en 2012, il nous avait expliqué qu'il était en faveur des Eurobonds, qu'il était en faveur d'un budget de la zone euro, etc. Une fois qu'il a été élu, il a rencontré Angela Merkel et il a compris que cela passerait forcément par une modification des traités, parce que les Allemands ne sont pas prêts à donner le code de leur carte bleue sans une modification des traités...

Au final, toute cette zone euro intégrée dont on rêvait, on ne l'a pas vue advenir parce que, politiquement, nous sommes coincés. Les choses fondamentales que sont par exemple les Eurobonds ou le budget de la zone euro, on ne les verra sans doute pas de notre vivant au rythme où nous sommes partis. La question est de savoir quand est-ce qu'on va franchir le Rubicon ? Quand est-ce que les socialistes vont se mettre en ordre en interne pour être capables de le franchir ?

Michel Sapin

Non, il ne faut pas commencer par là. Difficile de répondre à cette question parce que, je le répète, je considère que l'objectif est bien celui-là. Et que notre Europe, l'Europe qu'on aime, c'est une Europe qui a évolué au fur à mesure que les traités eux-mêmes ont permis cette évolution.

Ma première réponse : est-ce que c'est uniquement une question française ? Je ne suis pas certain. Je crois qu'il y a aussi

beaucoup d'autres pays qui disent aujourd'hui, dans le contexte actuel – si je voulais le résumer politiquement, dans le contexte de la montée des euroscepticismes, pour ne pas dire des europhobes –, que le débat européen devient extrêmement clivant et extrêmement dangereux. Ce n'est pas un débat sur « Faut-il modifier le traité dans un sens ou dans l'autre ? ». Ce n'est même pas tellement un débat sur « Pour ou contre l'Europe ». Cela devient un débat sur « Êtes-vous heureux dans le monde d'aujourd'hui ? ». Et la réponse est quand même majoritairement : « C'est un peu dur, c'est un peu compliqué. »

De surcroît, on a toujours un risque que, à la question pertinente posée sur « Faut-il modifier les traités sur tel ou tel point ? », on pose d'autres types de questions et on reçoive d'autres types de réponses. C'est d'ailleurs le problème global de tous les mécanismes référendaires. Vous me direz : on n'est pas obligé du tout et, parfois même, c'est interdit par certaines constitutions de passer par un référendum, mais ce n'est pas si simple que cela d'être dans un débat référendaire avec des valeurs, des objectifs, et ensuite des contraintes politiques qui sont elles-mêmes très périlleuses. C'est ce qu'on a vécu en 2005.

Je ne dis pas qu'il faut être obsédé par l'échec – ce que moi, en tous cas, j'ai perçu comme un échec en 2005. Évidemment la roue tournera, les évolutions se feront. Mais ce dont je suis persuadé aujourd'hui, je l'ai dit un peu vite, c'est que le débat sérieux sur le renforcement de l'Europe, et tout particulièrement de la zone euro, ne pourra prospérer dans de bonnes conditions que le jour où il y aura une forme de prospérité retrouvée, de « mieux-être » économique et social retrouvé. Avec des pour et des contre, bien sûr, il ne s'agit pas de dire qu'on veut une adhésion à 100 %... Je ne veux pas dire que c'est difficile simplement parce qu'il y a beaucoup de chômeurs, parce que le chômeur

lui-même a plutôt tendance à penser que c'est le « trop d'Europe » qui lui pose des problèmes. Lorsqu'on lui dit, à ce chômeur, qu'il en faut encore plus, par un raisonnement intellectuel parfaitement légitime, parce que c'est le « pas assez d'Europe » qui est en partie responsable du chômage, on a du mal à convaincre. On a du mal dans le contexte d'aujourd'hui. Ce n'est pas de la pusillanimité, ce n'est pas le refus d'avoir de la perspective et de l'envie, c'est simplement la prise en compte d'un contexte qui est extrêmement difficile dans tous les pays.

Je vais prendre un exemple, sans vouloir paraître obsédé par le franco-allemand, parce qu'il y a beaucoup d'autres pays qui sont des partenaires très actifs, fondamentaux, indispensables au bon fonctionnement de la zone euro et plus encore à son élargissement. Mais il n'empêche que, quand vous regardez ce qui crée de l'euro-scepticisme en Allemagne et ce qui crée de l'euro-scepticisme en France, c'est-à-dire les forces politiques aux extrêmes, vous vous apercevez que les arguments qui nourrissent l'euro-scepticisme d'un côté et de l'autre du Rhin sont exactement inverses, totalement inverses.

Si vous voulez le dire autrement, en Allemagne, ces « non » à l'Europe, quand ils sont gentils, ils vous diront « l'Europe grecque » mais, s'ils sont moins aimables, ils vous diront « l'Europe française ». Et j'ai déjà entendu des arguments en France sur le thème « non à l'Europe allemande »... C'est-à-dire des arguments exactement inversés. Chez nous, c'est : « Non à ces disciplines qui sont imposées par l'extérieur » ; et en Allemagne, c'est : « Nous ne paierons pas pour tous les autres ». Ce sont, les uns comme les autres, des raisonnements accessibles, pas dans la forme outrancière qui ensuite sert les populismes, mais ce sont des raisonnements dont nous devons, les uns et les autres, tenir compte.

C'est cette atmosphère-là qui, aujourd'hui, me paraît rendre difficile la question des traités.

Mais je ne veux surtout pas résumer l'« action » à « Faut-il changer les traités et quand ? ». Parce que l'action est aujourd'hui en marche. Il y a du concret, il y a des choses à faire. Il y a des choses qui font que l'Europe pourra aller mieux et, pouvant aller mieux, peut-être pourra-t-on débattre plus sereinement des avancées institutionnelles nécessaires.

Elisa Ferreira

Nous avons commencé cette discussion par une présentation de Pervenche Berès qui a fait référence à la nécessité d'avoir une vision pour l'Europe, en particulier pour la zone euro. Nous avons un Conseil européen les 25 et 26 juin, et ma question est essentiellement de savoir ce que la France va défendre lors de ce Conseil, en ce qui concerne sa vision de l'Europe. Est-ce que vous pensez que les socialistes vont essayer d'avancer un agenda que les citoyens puissent comprendre et dont ils puissent comprendre les différences ? La raison pour laquelle je vous pose cette question est qu'il n'est pas facile d'avoir des décisions politiques que nous puissions expliquer aisément aux citoyens. Il y a des choses auxquelles on accorde beaucoup de valeur. Par exemple, le combat contre l'évasion fiscale parce que celle-ci est insupportable pour des pays comme le Portugal, et j'imagine pour la Grèce, qui sont sous tutelle et à qui l'on demande de réduire leurs retraites et leurs salaires. Notamment quand le président de l'Eurogroupe est le ministre des Finances des Pays-Bas et le président de la Commission, l'ex-Premier ministre du Luxembourg...

Vous avez mentionné l'union bancaire mais, là, il y a un élément manquant, qui ne semble pas être dans votre agenda et qui pourrait aider à stabiliser l'Europe. Bien sûr, nous avons les mêmes règlements, nous avons les mêmes surveillances ou supervisions, nous avons les mêmes mécanismes de résolution, cependant la garantie de dépôt qui faisait partie de l'accord n'y figure pas. C'est nécessaire pour la croissance, pour le développement, pour la convergence, mais il n'y a pas de mécanisme pour y arriver. Nous pensons que la dynamique a disparu. Lorsque nous regardons le rapport Van Rompuy de 2012, lorsque nous regardons les projets de la Commission de 2012, nous ne pouvons pas mobiliser les citoyens autour du premier projet de la nouvelle Commission sur l'avenir de l'Europe.

Michel Sapin

Merci beaucoup pour cette appréciation, cette question facile. J'aurai une réponse facile, au fond : c'est au Parlement de faire cela. Vous êtes des élus du peuple, vous êtes là pour parler au peuple directement. Ce serait beaucoup trop facile, parce qu'on sait que ce n'est pas comme cela que les choses se passent et que le mécanisme européen est un mécanisme déjà très complexe institutionnellement, où le rôle de chacun est très difficile à décrire, qui varie évidemment en fonction des sujets avec des mécanismes de trilogue, etc., qui rendent très compliquée la lecture des responsabilités des uns et des autres.

Je ne pense pas que cela dépende aussi simplement des origines nationales des responsables, je crois que ce serait une vision trop simpliste. Pardon d'avoir l'air d'être un peu répétitif, mais il y a des réponses très techniques à donner. Elisa Ferreira dit que l'union

bancaire, c'est très bien, mais qu'il manque le pilier de la garantie des dépôts. C'est parfaitement légitime et il faut continuer à se battre pour cela. Ça, au moins, c'est très visible par l'ensemble de nos concitoyens, c'est quelque chose de très concret même, parce qu'ils comprennent aussi que, si une banque est un peu détachée du budget de l'État, cela évitera aux contribuables de payer pour les erreurs des banques et ce sont les banques entre elles qui mettent de l'argent de côté pour éventuellement payer pour les erreurs des autres banques. Je pense que cela, ce sont des raisonnements qui sont susceptibles d'être compris.

Combien de fois l'avons-nous entendu et parfois l'avons-nous dit nous-mêmes, dans la période de 2009 et de 2010, ce sont les citoyens qui paient pour les erreurs des banquiers ? Je pense que ce sont des sujets qui, malgré tout, peuvent parler à l'esprit des uns et des autres. Mais il est vrai qu'il faut continuer à avancer et, quand je décrivais l'union bancaire, je ne décrivais pas un système abouti, je décrivais un système qui était déjà construit, qui était déjà pas mal avancé, qui pouvait avoir de l'efficacité, mais qui peut continuer à grandir.

Je pourrais dire la même chose, mais je ne veux pas développer, sur l'union des marchés de capitaux. Pourquoi pourrais-je le dire ? D'abord parce que c'est un sujet qui est sur la table ; ensuite, on sait que c'est un sujet qui peut être extrêmement efficace par rapport à notre économie parce que nous avons toute une partie de nos économies ou de nos entreprises qui ne s'adressent pas aux banques ou que les banques ne desservent pas de manière utile, lorsqu'elles ont besoin de financement, et que les marchés de capitaux eux-mêmes pourraient leur apporter cela. À une condition : la régulation.

L'union des marchés de capitaux, c'est pour moi deux choses. Un, une régulation dans un domaine qui n'est pas régulé aujourd'hui et d'où peuvent venir éventuellement demain des difficultés et des catastrophes. Et deux, c'est un meilleur fonctionnement de l'approvisionnement en crédits de toute nature des entreprises et du tissu économique. Nous avons des tas de sujets comme ceux-là, qui sont concrets, qui ne peuvent pas forcément et directement parler à l'esprit de l'ensemble de nos concitoyens, mais il n'empêche qu'il faut le faire.

Je reviens vraiment au cœur de ce que je vous disais, qui n'est pas un constat d'impossibilité et qui n'est surtout pas un constat d'impuissance. Dans une Europe qui est encore dans la crise, il y a peut-être quelques pays qui en sont sortis et qui se posent des questions pour savoir si c'est durable, si c'est solide, etc. Beaucoup d'autres pays sont dans la crise ou dans les effets de la crise, même s'il n'y a plus de problèmes bancaires, même si l'on retrouve une croissance, dont je suis le premier à souligner combien elle est bienvenue au premier trimestre de cette année, mais dont je serai aussi le premier à souligner qu'il est nécessaire que cela se répète plusieurs fois et que ce soit de manière durable et solide pour qu'il puisse y avoir des effets. Nous sommes toujours dans la crise. Et surtout nos concitoyens sont dans la crise.

Tant qu'il y aura les taux de chômage qu'on connaît, tant qu'il y aura les inquiétudes sur l'avenir, tant qu'il y aura des séquences décrites, c'est-à-dire que la crise elle-même a donné le sentiment que demain on aurait moins qu'aujourd'hui, que ce soit dans le domaine des retraites ou que ce soit dans le domaine des couvertures sociales, que ce soit dans le domaine du fonctionnement des services publics, parce qu'il fallait bien en passer par là, tant qu'il y aura cette situation-là, cette perspective-là, on n'arrivera pas à faire en sorte que le débat soit un

débat positif dans l'esprit de nos concitoyens. Il faut recréer un terrain qui soit un terrain solide sur lequel on puisse avoir un débat positif avec nos concitoyens. C'est la difficulté du moment.

Je trouve déjà extraordinaire que, dans le contexte très difficile que vivent nos concitoyens, s'il y a, bien sûr, des gens qui remettent en cause l'euro, ils ne sont pas si nombreux que cela à le remettre en cause lui-même, en tant que tel. Il y a des tas de gens qui mettent en cause le fonctionnement, le fonctionnement de l'Europe, mais l'euro lui-même reste encore un objet auquel les gens sont très majoritairement attachés. Même dans des partis extrêmes, ils diront que c'est pour faire bien fonctionner l'euro que nous voulons que telle ou telle politique soit menée différemment. C'est le seul capital qu'on ait aujourd'hui réussi à conserver, mais il faut recréer ce terrain solide sur lequel on puisse faire galoper les chevaux de l'Europe.

Henrik Enderlein

Je voudrais saluer bien sûr l'accent que vous avez mis plusieurs fois sur le franco-allemand, sur les propositions franco-allemandes, c'est un sujet qui me tient à cœur. Mais, comme il nous tient tellement à cœur à tous, on a peut-être parfois aussi tendance à voir trop de couleur, trop de beauté dans les gestes franco-allemands et on n'entre pas suffisamment dans les détails. Dans un petit papier que j'avais rédigé avec Jean Pisani-Ferry en novembre dernier, la dernière phrase disait que la France et l'Allemagne sont très fortes sur le tapis rouge et les déclarations communes, mais que ce qui manque parfois, c'est l'action.

Je voudrais donc vous donner la possibilité de clarifier en quoi le tout dernier papier franco-allemand sur l'union économique et monétaire donne de l'action, donne des solutions concrètes aux problèmes qui sont posés ici. Peut-être que je ne l'ai pas suffisamment bien lu, mais j'avais l'impression que cela manquait un tout petit peu de substance véritable et de propositions concrètes. Mais vous allez me contredire.

Un deuxième aspect qui est sur un autre niveau, c'est que, dans ce papier, on a également l'impression qu'il y a un changement en profondeur entre les deux périodes que vous avez décrites, vous qui avez participé à l'action en Europe, à savoir à la création de l'euro et dans la période actuelle. Au moment de la création de l'euro, il y avait une alliance, non seulement entre la France et l'Allemagne, mais aussi avec la Commission européenne. Aujourd'hui, j'ai le soupçon, peut-être une petite crainte, qu'il y a d'un côté le couple franco-allemand, qui est un couple intergouvernemental, et de l'autre côté la Commission qui, aujourd'hui, n'a pas la confiance intégrale de ce couple franco-allemand.

Michel Sapin

Merci beaucoup à la fois de tout le travail qui est le vôtre et commun avec d'autres pour faire avancer les choses intellectuellement et concrètement en Europe. Le papier franco-allemand, je ne sais pas si les uns et les autres l'ont vu, est un complément, un élément dans le débat qui lui-même doit être institutionnellement porté par les propositions des cinq présidents, et qui cherche justement à faire sortir des débats théoriques pour être principalement dans du débat pratique.

Dans mon intervention, j'ai cité quelques éléments qui figurent très directement dans ce papier franco-allemand. Ce n'est pas une histoire simplement de France-Allemagne, d'autres pays partagent nos vues... D'ailleurs, si nous ne sommes pas France-Allemagne, les autres pays nous le reprochent. Si nous ne sommes que France-Allemagne, les autres pays nous le reprochent. Il nous faut savoir être France-Allemagne avec suffisamment de capacité d'entraînement et de conviction pour que les autres pays, je pense bien sûr aux grands comme aux petits pays, soient dans la même dynamique. Mais je ne pense pas que, sur ces propositions franco-allemandes, on soit très loin des dynamiques susceptibles d'être partagées par les uns et les autres.

C'est un papier que certains peuvent considérer comme minimaliste, et c'est peut-être ce qu'il y avait dans votre remarque. Mais il se veut aussi extrêmement concret et opérationnel. Ce que nous citons du point de vue opérationnel, ce sont des politiques qui sont en cours de mise en œuvre, en cours de modification ou en cours de conception, et qui sont susceptibles d'être traduites concrètement d'ici au moins la fin de l'année, soit dans l'adoption de directives, de choses qui peuvent être rapidement mises en œuvre ; par exemple, sur la transparence des *ruling*, la directive devrait pouvoir être adoptée très rapidement. Je suis persuadé que dans la période d'aujourd'hui il faut accélérer et ne surtout pas ralentir. Mais on ne peut pas accélérer sur les débats de principe, il faut accélérer sur les mesures les plus concrètes possibles. C'est cela qui peut redonner de la confiance. C'est ma réponse sur ce point-là, elle est insatisfaisante pour un esprit aussi agile que le vôtre, mais c'est comme ça qu'on le vit, avec cette forme d'insatisfaction aussi, parce que souvent l'action gouvernementale se nourrit d'insatisfaction.

L'autre question est très difficile, je ne sais pas comment y répondre. Ma réponse va être mi-chèvre mi-chou... L'Europe que nous voulons, c'est une Europe intégrée, c'est une Europe fédérale, ce n'est pas une Europe intergouvernementale. C'est l'Europe de la Commission. D'ailleurs, nous lui avons délégué un certain nombre de pouvoirs parce que c'était la Commission. Par exemple, toutes les disciplines de caractère budgétaire, nous en avons délégué la mise en œuvre à la Commission. Ce qui fait d'ailleurs que l'Allemagne nous dit toujours : « Mais moi, ça ne me regarde pas ; une prochaine recommandation concernant la France ne me regarde pas. Tout ce que vous faites, c'est très bien, je veux bien tout pour la France, mais voyez cela avec la Commission parce que ce n'est qu'une affaire de Commission... » Je ne crois que la moitié du propos. Mais il est vrai que c'est notre vision des choses. Ou quand on dit : « Le Parlement a tel pouvoir, telle capacité législative », c'est aussi une vision qui consiste à créer un pouvoir supranational qui nous permet d'avancer.

En même temps, dans les périodes comme celle d'aujourd'hui, si l'on veut être dans du concret et de l'efficace, l'intergouvernemental est décisif. Parce qu'il crée des déclics et débloque. Après, bien sûr, si cela doit continuer à se traduire par de la proposition ou de la directive européenne, il nous arrive, en Franco-Allemands, de demander à la Commission de travailler sur tel sujet. Il nous arrive, en Franco-Allemands, de faire en sorte que le Parlement puisse débattre de tel ou tel sujet. Et nous sommes très heureux quand, au bout du compte, les trois – le Conseil, la Commission et le Parlement – arrivent à trouver un accord pour mettre en œuvre, par exemple, le Fonds d'investissement Juncker – quelles que soient les réticences sur tel ou tel aspect –, c'est-à-dire sur une idée partagée, sur une volonté partagée, plus d'investissement, de meilleure qualité, qui soit plus porteur de

développement sur l'ensemble du territoire européen. Nous sommes là sur un vrai sujet qui nous donne de la force et qui correspond en plus à une analyse économique de la situation où, ce qui manque, c'est cet investissement productif, cet investissement en profondeur qui permette de retrouver la croissance immédiatement et de manière plus durable.

Nous sommes dans une période de « mixtes », d'approximations, de tâtonnement mais c'est ce tâtonnement-là qui peut nous permettre de sortir de cette période un peu boueuse – si je continuais sur cette histoire de terrain – pour le rendre plus solide, là où aujourd'hui c'est un peu compliqué. En avançant sur ce terrain-là qui, progressivement, deviendra plus solide.

Pervenche Berès

Je remercie Michel Sapin de sa contribution et je rappelle que ce qui s'est exprimé ici avant son arrivée, c'est la conviction qu'on attend une initiative de Paris dans ces domaines-là et que les autres États membres regardent la France avec l'idée que c'est de Paris que doivent venir des propositions, des idées qui permettent de retrouver ce terrain qui ne soit pas un terrain boueux, qui soit le terrain de la convergence, de la solidarité et de la coordination.

Jean Quatremer

Si l'on a bien écouté Michel Sapin, rien n'est tabou, mais surtout rien n'est urgent, surtout ne franchissons pas le Rubicon

immédiatement, on le franchira un jour, on ne sait pas encore exactement quand la situation économique ira mieux.

Quand on est un vieux journaliste, on a souvent entendu : « Nous allons attendre que la situation économique s'arrange pour faire des référendums, pour parler d'Europe aux gens », etc., mais la situation ne s'arrange jamais. Si même il y avait 4 % de chômeurs, ça ne serait pas suffisant, il y aurait des gens mécontents. Il y aurait des gens qui attendraient une augmentation de salaire qui ne viendrait pas, il y aurait le chauffage de l'immeuble qui serait en panne... je ne m'en satisfais plus.

On convainc les gens uniquement quand on va convaincre les gens. Si l'on attend qu'ils s'auto-convainquent que les choses vont mieux, ça ne bougera jamais ! Je veux dire par là que Helmut Kohl est passé à l'euro avec une population qui, à 80 %, était contre le passage à l'euro ; mais il l'a tout de même fait. Il a convaincu les gens, il les a pris par le col et les a convaincus.

DEUXIÈME TABLE-RONDE

LE RÉEL ET LE POSSIBLE : QUE POUVONS-NOUS FAIRE MAINTENANT ?

Jean Quatremer

Nous allons passer à la deuxième partie du débat. Globalement, les constats sont partagés autour de cette table, même s'il y en a qui mettent l'accent sur tel ou tel aspect de l'approfondissement qui leur semble souhaitable. Mais on ne peut pas rester là où l'on en est, au milieu du gué, parce qu'en cas de crue, on va tous se noyer.

Que peut-on faire ? On voit bien ce qu'on peut faire à court terme ; Michel Sapin a été très clair, il a donné les différentes dimensions de ce qu'on voit à court terme. Mais peut-être pourrait-on déjà aborder ce qu'on n'a pas encore eu le temps d'aborder dans la première table ronde : qu'est-ce qui est absolument nécessaire à long terme, de quelle union économique et monétaire rêvons-nous ? Qu'est-on capable de faire ensemble ? Que pensez-vous, vous tous, sur ce qu'il est possible et souhaitable de faire ? Quel type d'Europe ? Faut-il un budget de la zone euro ? Est-ce possible ? Faut-il des Eurobonds ou pas ? Que peut-on faire pour que la zone euro fonctionne ?

Agnès Bénassy-Quéré

Peut-être faire un peu plus que ce que propose Michel Sapin à court terme. Avec Xavier Ragot, nous avons publié une note du Conseil d'analyse économique sur ce qu'on peut faire à court terme dans l'amélioration du semestre européen. Ce n'est pas seulement le fait de dessiner une politique économique au niveau de la zone euro avant de la décliner pays par pays, c'est aussi avoir une meilleure interaction entre le niveau national et le niveau européen. Xavier Ragot en a parlé tout à l'heure en disant de la compétitivité qu'elle était seulement un problème de convergence. Il n'y a pas une politique européenne de compétitivité, il y a des coûts du travail qui doivent converger entre les pays européens, des politiques de productivité qui relèvent essentiellement du niveau national.

Je n'opposerais pas vraiment le court terme et le long terme ; le long terme nous aide à progresser, mais c'est très difficile de prendre une feuille blanche et de dessiner ce que sera la zone euro à long terme. Parce que l'Europe a toujours appris en marchant et va continuer à apprendre en marchant.

Jean Quatremer

Mais c'est ce qu'on a fait quand on a créé le traité de Maastricht. Qu'est-ce qu'on a fait d'autre ? On s'est assis pendant une année dans une salle et on a écrit la monnaie unique.

Agnès Bénassy-Quéré

Sauf qu'on savait que ce n'était pas le point d'arrivée. Ceux qui disaient que c'était le point d'arrivée cachait une partie de la vérité, parce qu'en fait il y avait déjà des choses qui avaient été dites très clairement sur le fait que c'était insuffisant.

Je voudrais peut-être parler de la politique des règles *vs* la politique discrétionnaire, puisque c'est un point sur lequel nous nous sommes un peu embourbés, où nous avons empilé des règles pour avoir une sorte de pilotage automatique, parce que c'est normal quand il s'agit de surmonter l'absence de l'Europe politique. Comme nous n'avons pas d'Europe politique, il n'y a pas de raison que le Parlement européen dise pays par pays ce qu'il faut faire sur des politiques nationales. On a donc mis des règles et on a essayé de les rendre de plus en plus intelligentes. Finalement, je vais peut-être, pour lancer le débat, me poser la question : faut-il des règles intelligentes ou n'est-ce pas mieux d'avoir des règles bêtes, mais claires et en petit nombre, dont on peut comprendre de quoi il s'agit ? Et de réfléchir à comment s'écarter de ces règles dans certaines circonstances, qui ne sont pas de l'ordre de la règle, parce que sinon on retourne dans la règle intelligente ? Donc gardons la règle bête, et des institutions qui peuvent être bâties avec la Commission européenne, mais pas seulement. Le Conseil budgétaire existe, on peut imaginer d'autres institutions, parce que, dans le long terme, ce qui compte est d'avoir d'un côté la règle et parallèlement et d'une manière complémentaire l'institution. Ce n'est pas l'une à la place de l'autre, elles sont complémentaires. Comment pourrait-on faire pour pouvoir de temps en temps suspendre telle ou telle règle, mais de manière évidemment concertée ? Le problème quand on suspend quelque chose, c'est comment on le reprend. Et quelles institutions

permettraient de faire cela ? Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux une règle bête avec une institution à côté qui permette de s'en écarter de temps en temps ? Ou continue-t-on à essayer de rendre les règles plus intelligentes ?

Valérie Rabault

Alors, effectivement, que fait-on concrètement ? Ce que, je crois, les citoyens attendent de nous. Je vois au moins trois choses. La première, on va mettre, à partir du mois de juillet, 315 milliards d'euros sur la table *via* le plan Juncker, et personne ne sait ce qu'on va en faire. On met de l'argent sur la table et, pour autant, il ne peut pas y avoir d'adhésion, puisque le projet auquel on peut s'identifier n'est pas forcément visible.

Je viens d'une région où il y a Airbus. Airbus, tout le monde sait ce que c'est. Elle a été déclarée l'entreprise préférée des Français il y a encore deux ans dans un sondage. Personne ne dira qu'Airbus est une entreprise française, tout le monde dira qu'elle est européenne. Mais Airbus a été créée en 1967, cela ne date pas d'hier. Et depuis, a-t-on eu un projet mobilisateur européen, concret, industriel ? Je n'en suis pas certaine. Si, dans cette salle, en 1967, on nous avait dit qu'Airbus allait concurrencer Boeing, tout le monde nous aurait ri au nez. Mais pourtant c'est ce qui a été fait.

Je crois donc qu'il faut se saisir là concrètement de ce plan Juncker pour être capable de raconter une histoire européenne qui existe, comme les 315 milliards d'euros sur la table, ce qui est déjà beaucoup par rapport à ce qu'on attendait... Même si ce n'est pas de

l'argent frais, s'il y a d'argent recyclé, etc., il n'empêche que c'est un chiffre emblématique et que cet argent-là est mis sur la table.

Deuxième point, on ne peut pas faire l'impasse sur la question de la gestion des finances publiques. On a inventé tout un tas de choses, le déficit structurel, l'effort structurel, que personne ne calcule de la même façon et qui, forcément, donne des résultats différents. Michel Sapin l'a dit tout à l'heure, il faut que l'Europe fasse de l'économie et pas que de la gestion. J'entends bien ce qu'a dit Agnès Bénassy-Quéré sur le fait de savoir s'il faut mieux des règles bêtes avec des institutions qui corrigent un peu la bêtise des règles ou des règles plus souples qui s'adapteraient presque automatiquement. J'opterais plutôt pour la première solution, mais à condition qu'il y ait une vraie discussion économique, pas simplement qu'on regarde les règles et qu'on se dise que cela ne marche pas comme il faudrait. Il faudrait qu'il y ait une vraie discussion économique, qui soit un peu « punchy ».

Voilà donc le deuxième volet sur la partie budgétaire, ce qui ne revient pas à dire qu'il ne faut pas respecter les règles, parce que sinon cela veut dire que l'on signe un contrat de mariage entre plusieurs pays et que chacun fait ce qu'il veut. Il faut que ces règles puissent exister, mais il faut au moins une fois par an une vraie discussion économique qui porte sur l'investissement, sur ce qu'on veut faire de l'Europe.

J'étais avec Pervenche Berès à Rome fin septembre 2014 et, sauf erreur de ma part, mais je parle sous son contrôle, nous avons tout de même été toutes les deux très étonnées de voir qu'il n'y avait que la France qui parlait du plan Juncker. Nous étions au sein du Parlement italien avec le Parlement européen plus des représentants des 28 parlements nationaux, et personne ne parlait du plan Juncker, de cette

capacité d'investissement, de se construire dans l'avenir. Cette question-là, il faut la mettre dans l'agenda européen, dire ce qu'est la politique économique de l'Europe. Il faut que, chaque année, on soit capable de porter ce débat et d'en sortir avec quelque chose de concret auquel l'ensemble des citoyens puisse s'identifier.

Et je terminerai, toujours sur les règles, par une troisième proposition. Aujourd'hui on a un certain nombre d'échanges avec des étudiants européens et je crois qu'il faudrait faire trois ou quatre fois plus de ces échanges-là parce qu'il n'y a que par l'appropriation par la jeunesse de notre pays de la construction européenne qu'on pourra arriver à quelque chose. Et je pense qu'il faut au moins multiplier par trois ou quatre le nombre d'étudiants participant à ces échanges.

Jean Quatremer

Et votre politique économique, elle serait débattue par qui ?
Elle serait arrêtée par qui ?

Valérie Rabault

Voilà une très bonne question. Aujourd'hui, le Parlement européen définit des règles communes pour tous, c'est l'union bancaire, c'est tout ce qui s'applique au niveau européen. Les parlements nationaux ont la main sur les budgets nationaux, mais avec des règles européennes. Puisqu'on est censés respecter les 3 %, les 60 % sur la dette, je pense qu'il faut mettre les parlements nationaux et le Parlement européen autour de la table.

Pervenche Berès

Nous entrons dans le cœur de la discussion. Pourquoi ai-je pensé qu'il était important d'avoir cet aller-retour entre « Où veut-on aller ? » et « Où est-on aujourd'hui et que peut-on faire tout de suite ? ». Je me souviens que, dans la crise, je l'ai dit en introduction, nous avons fait et appris des choses. On a fait des choses, on a fait des choses souvent inimaginables quelque temps plus tôt, même si nous avons, sur certaines, émis des réserves, ça s'appelle le six-pack, le two-pack, le TSCG, et d'autres choses qui nous ont – c'est de l'humour – permis de nous rapprocher des citoyens européens... Et quand je dis qu'on a appris des choses, c'est vrai qu'un pays comme la France, après le passage à l'euro, sans être un passager clandestin, s'est parfois laissé porter par la protection que procurait l'euro en oubliant de s'occuper d'une chose qui s'appelle la compétitivité. Nous avons été rattrapés par le réel et plus aucun responsable français ne devrait pouvoir laisser de côté cette question.

Tout à l'heure, Agnès Bénassy-Quéré a parlé de règles intelligentes. C'est une vraie difficulté. Nous, Français, avons beaucoup contribué à la prise de conscience des limites du Pacte de stabilité et à la tentative pour rendre ses règles plus intelligentes. Et nous avons été si intelligents que plus personne ne comprend rien : on a fait le six-pack, le two-pack, et tout le reste... Aujourd'hui, nous sommes devant cette difficulté-là. Est-ce qu'on va continuer à faire des règles de plus en plus intelligentes qui ne nous permettent pas de répondre à la vraie question ? Ou est-ce qu'on remet les choses à plat ?

Je ne dis pas qu'il faut tout jeter mais, manifestement, les choses ne fonctionnent pas de manière optimale. Pourquoi en est-on là ? Parce

qu'il n'y a pas de confiance entre nous. Or c'est le point de départ. Nous avons créé des règles avec l'idée que c'était ce qui allait permettre d'établir la confiance. Mais comme les règles ne sont pas intelligentes, elles ne sont pas respectées. Et plus intelligentes, elles sont devenues plus compliquées, trop compliquées et donc pas plus applicables.

Il faut trouver le moyen de regarder où l'on veut aller pour que le dispositif fonctionne au-delà des règles. Et c'est là où la question de la recommandation zone euro, de l'évaluation globale, de la possibilité de faire de la politique économique est posée. Lorsque j'ai parlé tout à l'heure de notre ADN, de notre partition dans le concert européen, c'est le message qu'aujourd'hui, je crois, la France doit porter de manière très claire, très forte, très articulée au plan européen.

Le problème est aussi de savoir à quel rythme et comment réinscrire ce message dans le débat. Là-dessus, Michel Sapin l'a rappelé, le président de la République a pris le parti de dire : on remet notre économie en ordre et, lorsque nous l'aurons fait, nous serons crédibles pour porter les propositions qui doivent être faites au niveau européen. Avec le risque que, à ce moment-là, les autres nous disent : « Non, vous voyez bien que l'application de nos règles vous ont conduits à remettre vos affaires en route et qu'elles sont donc suffisantes ! » Si nécessaire, la Grèce est là pour nous rappeler que cela ne suffit pas.

C'est dans cette situation qu'il faut regarder vers quel horizon on veut aller car sinon on prendrait le risque de refaire ce qu'on a fait avec le Mécanisme européen de stabilité. Il y avait une urgence qu'on a traitée au moment où certains pays risquaient de faire défaut, mais on l'a fait avec une solution qui nous a emmenés précisément dans une déviance, puisqu'on a nationalisé des outils de gouvernance de la zone,

au moment même où il fallait créer des mécanismes européens de solidarité.

Maintenant, on a le plus grand mal à faire rentrer le diable dans sa boîte pour retrouver une stratégie vertueuse. C'est pour cela qu'il est tellement important de regarder où l'on veut aller. Si l'on regarde où l'on veut aller, la question n'est pas tellement « Que faire ? » mais « Comment convaincre ? ». Où doit-on aller ? La proposition d'André Sapir de faire fonctionner la gouvernance de la politique économique européenne sur le modèle de celle de la Banque centrale pour avoir plus d'intégration politique me va bien. C'est ce qu'on évoque quand on dit qu'il faut un Trésor européen. De la même manière, tout le monde sait qu'il faut une capacité budgétaire européenne pour soutenir la lutte contre les divergences, pour faire de la solidarité en cas de choc asymétrique ou pour faire de la coordination des investissements, plutôt que de demander à l'Allemagne d'utiliser son surplus. Dernier pilier pour tracer cette perspective, c'est évidemment une capacité à gérer les dettes dans un mécanisme de solidarité bien construit.

Voilà trois piliers qui sont devant nous. Ce que nous ferons avant d'y parvenir ne doit pas nous faire dévier. Sans parler du tabou qu'est une réforme immédiate des traités, je veux être certaine que ce que nous mettons en place, nous le fassions en sachant bien où nous voulons aller.

Jean Quatremer

D'après les contacts que j'ai pu avoir avec les autorités allemandes, ils ont une idée très claire de ce vers quoi ils veulent aller.

Ils veulent bien d'un Trésor européen, mais dans le cadre d'un traité. Le Mécanisme européen de stabilité, ils veulent que ce soit dans les traités, etc. C'est aussi simple que cela. Ils ne feront rien, hormis des aménagements dont a parlé Michel Sapin, en dehors d'une modification des traités.

Pervenche Berès

Avant même d'aller vers ce traité, avant de s'occuper de la situation de chacun des budgets des États membres et de l'adoption des recommandations spécifiques par pays, avec l'analyse de l'état de la zone euro au début du cycle, avant le Conseil européen de printemps, il faut définir quel serait le niveau optimal d'investissement pour la zone euro en fonction du diagnostic fait sur l'état de l'économie européenne. Ce point de départ devrait ensuite être comparé au niveau résultant des engagements additionnés des États membres sur la base de leur projet de budget au mois de juin. À partir de là, il y a deux solutions en cas d'observation d'un niveau insuffisant. Soit on se retourne vers l'Allemagne en lui disant que, comme État membre en surplus, il lui appartient de dépenser plus. Soit on se retourne vers le successeur d'un plan Juncker et on mobilise une capacité d'investissement pour avoir ce niveau agrégé intelligent, et cela s'appelle de la politique économique. C'est notamment cela, me semble-t-il, la trajectoire vers laquelle on essaie d'aller.

André Sapir

Je voudrais faire trois points. Le premier, c'est le sujet dont Agnès Bénassy-Quéré a parlé, que je soutiens entièrement : la question

des règles et des institutions. Pour revenir à la comparaison avec la Banque centrale européenne, je suis certain que la plupart des gens dans cette salle auraient dit que les contraintes de la Banque centrale sont immenses, au vu des règles qui la régissent. Pourquoi a-t-on mis dans des traités un certain nombre de choses qui n'auraient jamais dû y être mises ? Et pourtant, on a vu que l'institution, en dépit des règles, a été capable d'agir avec beaucoup de souplesse.

Premier point, donc, pour soutenir ce qu'Agnès Bénassy-Quéré a dit : ce qui est plus important que les règles, ce sont les institutions. On a besoin de meilleures institutions. Deuxième point, pour souligner ce que Pervenche Berès et Valérie Rabault ont dit, c'est la question de la visibilité. Je pense qu'il n'y a aucun doute qu'aujourd'hui : il y a un problème de visibilité dans l'action européenne. Pervenche Berès a parlé du MES et de sa déviance intergouvernementale. Il est clair que, et on le voit aujourd'hui à travers la Grèce, on fait cette négociation à Berlin avec le président français et la chancelière allemande et, en fait, le niveau européen est quasi inexistant. Il y a donc un vrai problème de visibilité. On doit faire le choix de la responsabilité européenne et on doit faire le choix aussi pour les citoyens, comme on l'a fait dans d'autres politiques, par exemple au niveau de la politique commerciale. Il doit être clair que cette responsabilité relève du niveau européen et y existe. La seule visibilité en matière d'action européenne qui existe aujourd'hui dans la zone euro, c'est la Banque centrale européenne.

Le dernier point, c'est sur le rapport qui va sortir, peut-être dans les semaines à venir, le rapport des cinq présidents. À côté de ce rapport, j'aimerais voir un document d'une page qui soit la feuille de route pour un groupe de haut niveau chargé de faire des propositions

pour une union budgétaire, et donc politique. Ce groupe devra faire des propositions, non seulement sur le contenu de l'union budgétaire et des politiques qu'elle devra mener, mais aussi sur sa gouvernance et sur les mécanismes de légitimité impliquant les parlements au niveau européen et au niveau national.

Pierre-Alain Muet

Avant d'aborder ce qu'on peut faire à court terme, je voudrais reprendre la question du long terme, parce que, avant d'être député, j'étais économiste. Et, comme la plupart des économistes, je me disais lors des débats qui ont précédé l'union monétaire : l'Europe n'est pas une zone monétaire optimale, mais ce n'est pas grave, car on créera les institutions politiques cohérentes avec une union monétaire ; au fond, l'union monétaire, ce n'est pas un projet économique, c'est un projet politique. Et cela avait d'autant plus de sens que le débat qui a précédé l'union monétaire, lancé par Karl Lamers et Wolfgang Schäuble, repris en France par Jacques Delors et Valéry Giscard d'Estaing, était : il faut un « noyau dur » politique en même temps qu'on avance dans l'union monétaire et l'élargissement pour éviter la dilution de la solidarité européenne. C'est dans ce cadre restreint qu'était envisagée l'avancée constitutionnelle. Ce noyau n'était pas fermé, il avait vocation à accueillir les pays qui le souhaitaient.

Si l'on avait abordé la question constitutionnelle européenne de cette façon, je pense qu'on aurait résolu beaucoup de problèmes et évité les difficultés qu'on a rencontrées. Parce qu'on aurait créé les institutions politiques qui allaient avec l'union monétaire. Cela ne s'est pas fait comme ça, en partie parce que la France n'a pas vraiment répondu à la

question des Allemands. C'est nous qui portons cette responsabilité, parce que l'Allemagne, elle, a une cohérence, elle veut que ce soit dans les traités pour une raison simple : l'Allemagne, étant profondément fédérale, n'imagine pas qu'on puisse transférer des pouvoirs à un niveau supérieur sans mettre un contrôle politique, ce qui est parfaitement cohérent.

On se trouve aujourd'hui dans une situation totalement atypique : on a une union monétaire mais, à part le fédéralisme de la Banque centrale européenne qui joue pleinement son rôle, il n'y a rien. On n'a rien d'équivalent du côté budgétaire qui permettrait de faire marcher sur deux jambes la politique macroéconomique de l'Union.

En France, nous sommes tétanisés par les référendums, de sorte qu'il n'est pas facile d'envisager de changer les traités. Pourtant, la crise qu'on a traversée est exactement l'illustration du déficit de la construction de l'union monétaire : ce n'est pas un déficit économique, c'est un pur déficit politique. On a fait une coordination par les règles, qu'on a tous acceptées, parce qu'on est habitués dans nos États à dire : « La politique macroéconomique globale, c'est le national ; au niveau local, on encadre par des règles. » Alors, on a encadré par les règles les États, sauf que, quand on veut faire une politique budgétaire à l'échelle de l'ensemble de l'Union, ce ne sont pas les règles qui disent ce qu'on doit faire, c'est la coordination qu'on n'a jamais su faire en Europe. Elle aurait été naturelle si l'on avait fait le bon choix politique.

J'en arrive donc au court terme. On peut tout même faire des choses. Nous sommes dans une zone qui partage la même monnaie ; on a été confrontés à un problème qui a touché un petit pays de cette zone. Si l'on avait mis en œuvre rapidement une solidarité financière

avec la Grèce, on aurait empêché que cela devienne une crise généralisée de la zone euro. La zone euro a été confrontée à une crise de la dette, alors qu'on est moins endetté globalement que les États-Unis et le Japon ! Ce n'est pas une crise de la dette, c'est une crise d'une union monétaire qui n'a pas construit les mécanismes de solidarité qui vont avec la monnaie. On a quand même fini par le faire avec le Mécanisme européen de stabilité, mais on n'a jamais été capable d'avoir une réflexion sur la demande globale agrégée de l'UEM.

Cette réflexion, c'est à la Commission de la mener. Or la précédente Commission ne l'a jamais fait. Une porte est ouverte avec l'actuel président de la Commission, Jean-Claude Juncker, qui parle souvent de gouvernement économique. Il faut partir d'une analyse globale de la situation de la zone euro, comme le propose Pervenche Berès. Il ne s'agit pas d'une discussion entre la Commission et chacun des pays : « Vous, vous allez faire ceci et cela, et vous mettre en ordre. » Il s'agit d'une discussion globale sur ce que doit être l'évolution macroéconomique de la zone euro. Et cela, je pense qu'on pourrait tout à fait le faire, notamment en donnant un vrai rôle à la réunion des parlements nationaux, parce que le budget reste national en Europe.

S'imaginer qu'on peut coordonner les budgets sans que les parlements nationaux soient impliqués, je pense que ce n'est pas possible, parce que le budget fait partie des prérogatives historiques des États. Tous nos parlements sont nés de la nécessité de voter des impôts. Les associer s'avère nécessaire. Mais est-on réellement associés ? Dans le cadre de la conférence interparlementaire prévue à l'article XIII du TSCG, on nous réunit avec les députés européens. Les débats qui sont menés sont souvent passionnants. Quel dommage qu'il n'en existe aucun compte-rendu ! Au cours de ces deux dernières années, j'ai

entendu de nombreux représentants des parlements nationaux dire : « Attention, l'Europe est en train de s'enfoncer dans une récession parce qu'elle applique des politiques trop restrictives », « Ce qu'on impose à la Grèce n'a pas de sens », etc. Ce débat existe dans cette conférence interparlementaire. Seulement, aucune suite ne lui est donnée.

Je suis revenu de chacune de ces conférences en me disant qu'il n'y avait pas que nous, parlementaires français, qui pensions que cela n'allait pas en Europe ; la plupart de nos collègues le disaient également. Le seul fait de publier de tels échanges, de les lire, de les écouter, permettrait d'avancer vers une meilleure coordination des politiques économiques. Il ne s'agit pas d'enlever des prérogatives au Parlement européen, il joue son rôle, et c'est très bien. Mais comme on n'a jamais franchi le pas fédéral et que notre institution européenne est devenue profondément intergouvernementale, faisons en sorte que les parlements nationaux soient réunis, en représentants de leur nation, pour dépasser des points de vue strictement nationaux, sans empiéter sur les prérogatives du Parlement européen. En tout cas, un tel cadre est nécessaire pour mener un vrai débat de politique économique en Europe. Ce n'est pas une avancée formidable par rapport au rêve qu'on pouvait avoir autrefois, mais c'est un pas nécessaire.

Jean Quatremer

C'est une proposition qu'avait faite Joschka Fischer il y a à peu près trois ans, je crois. L'idée était d'avoir, pour la zone euro, un parlement de la zone euro qui serait constitué justement de représentants des différents parlements nationaux.

Pierre-Alain Muet

On peut avoir un bicaméralisme parce que si l'on n'a pas le Parlement européen par ailleurs...

Jean Quatremer

Mais ça dépend : qui dit Parlement européen, dit que les Anglais ne sont pas dedans.

Pierre-Alain Muet

Oui, ce sont des sujets compliqués. Mais je pense qu'on peut tout à fait avoir un bicaméralisme au sein de la zone euro. On a besoin de ce bicaméralisme, qui est d'ailleurs proposé dans le « Manifeste pour une union politique de l'euro ». Si l'on n'a pas cela, on n'abordera pas efficacement les politiques budgétaires puisque, par nature, cela concerne les États. Ce qui est très étonnant, c'est que les discours qu'on a eus n'étaient pas du tout des discours nationaux. Ce n'était pas non plus ce qu'est en général le Conseil européen, où chacun vient défendre son cas par rapport à ses partenaires, c'était un vrai débat politique. Il faut essayer de changer les choses par petits pas, puisqu'on n'a pas su le faire par la grande porte.

Elisa Ferreira

Je crois que c'est un sujet vraiment important que celui-ci. On a eu un débat lors de la dernière législature, mais on doit revenir sur le

sujet et essayer de voir comment les choses peuvent mieux fonctionner. Ce n'est pas facile du point de vue de la légitimité des parlements nationaux, parce que, quand ils viennent au Parlement européen, il y a des délégations qui sont présentes, d'autres qui ne le sont pas. Bien sûr, les débats peuvent être mis sur Internet, mais qui va approuver les conclusions ? On doit vraiment revenir sur ce sujet-là.

Je voudrais surtout répondre à la question qu'on était en train de discuter : « Que peut-on faire à traité constant dans l'immédiat ? » et poursuivre la discussion que Pervenche Berès et d'autres ont déjà entamée. Il y a une question qui touche ce qu'André Sapir a dit. Je crois que l'idée sur le MES est très intéressante. Dans le même temps, je me demande quel est le rôle de la Commission dans l'avenir, si l'on va revenir à la méthode communautaire telle qu'on la connaissait ou si c'est devenu impossible après tous ces changements. C'est une question majeure, parce qu'on n'a pas besoin d'autres institutions. Peut-être la Commission pourrait-elle faire ce travail, mais est-ce qu'il n'y a pas des conditions politiques ?

Sur le contenu de l'agenda, Pervenche Berès a déjà fait beaucoup de choses très importantes. Je dois rendre hommage ici au travail que le commissaire Moscovici a fait en détaillant, dans le contexte des règles de la gouvernance économique, les marges de flexibilité qui étaient déjà là dans les textes, mais qui n'étaient pas utilisées parce que la Commission Barroso ne voulait pas parler de ça. Pour lui, cela n'existait pas.

Il est vrai qu'il y a une quantité de règles qui ne sont pas claires, qui ne sont pas économiquement soutenables, dans le mélange entre la méthode intergouvernementale et la méthode communautaire.

Le six-pack, le TSCG et le two-pack sont des choses qui ne sont pas abouties, mais où, en tout cas, il y a des progrès possibles au niveau de la clarification des règles, quand la situation le permet. Dans le contexte d'interprétation des règles, il y a des sujets qui touchent la protection de l'investissement et de quel type d'investissement il s'agit. Il y a une marge interprétative raisonnable. Par exemple, dans le plan Juncker, on a ouvert la possibilité que les contributions au fonds puissent être exemptées du calcul de la procédure de déficit excessif, mais pas les contributions des pays dans les projets concrets. Cela peut aboutir à une situation où tous les pays qui ont le plus besoin d'investissements n'ont pas les conditions de leur lancement, même si cela inclut l'utilisation des fonds structurels dans les projets.

Et il y a des choses très intéressantes, le besoin de faire une liaison entre le niveau national du budget, mais aussi la situation globale de l'Union européenne, comme Pervenche Berès l'a dit, ou de faire un peu un travail de redressement et un travail bien plus détaillé sur un élément du six-pack qui est l'analyse des déséquilibres macro-économiques. Là on verrait, dans un tableau de bord, ce qui se passe avec les différentes économies.

Cela devrait être bien plus important dans la détermination de ce qu'on recommande aux pays de faire. Et le contenu de ce qu'on appelle les « réformes structurelles » est aussi quelque chose que l'on doit vraiment résoudre. C'est un débat qu'on doit ouvrir en tant que socialistes. Il n'est pas possible de continuer à appeler « réformes structurelles » des choses qui ne sont, purement et simplement, qu'une dégradation des conditions du marché du travail. Quelquefois, c'est nécessaire d'avoir un peu plus de flexibilité mais, dans d'autres circonstances, il est important de faire une vraie réforme

d'administration publique, une vraie réforme de la justice, et cela n'est pas couvert, il n'y a pas de fonds pour faire cela.

Les gens ne comprennent pas de quelle sorte de réformes structurelles on parle, entre celles qu'on doit faire quand c'est évident et celles que la communauté européenne impose. Bien sûr, il y a le test du nouveau MES, dont on attendait qu'il crée une situation différente pour gérer la prochaine crise. La prochaine crise, c'était la Grèce, qui est toujours en crise, et on ne voit pas comment les choses ont changé. Maintenant la négociation des États membres se fait autour de l'appui à la Grèce. Je viens de lire que la Slovénie est contre un appui à la Grèce et que la Finlande n'en voulait pas. Il y a toujours un marchandage sur le dos des pays. Ce n'est pas une méthode acceptable.

Ensuite, il y a la situation de la garantie des dépôts. Je vous le dis sincèrement : ce n'est pas normal, et je suis disponible pour une discussion plus détaillée. Peut-être que si l'on entamait un travail pour savoir si les pensions peuvent être échangées entre les différents pays, s'il y avait une procédure d'immigration, un passeport pour les pensions, si c'était possible d'avoir un système de chômage qui ne serait pas entièrement communautaire, mais qui aurait un minimum communautaire dans certaines dimensions sociales, tout cela, les gens le comprendrait. S'il y avait aussi la protection de l'investissement dans le contexte du Pacte de stabilité, s'il y avait quelques mécanismes pour l'aménagement de la dette, s'il y avait un fonds de rédemption, ce sont des choses que l'on peut discuter, peut-être que ce n'est pas à traité constant. Mais il y a aussi les Eurobills ou les Eurobonds, qui ne demandent pas de changement de traité. Pourquoi ne propose-t-on pas cela ? Et, bien sûr, également, le combat de la fraude et de l'évasion fiscale.

Ce que je veux dire, c'est qu'il y a une panoplie de choses qu'on ne peut pas discuter en termes théoriques mais, si l'on arrive à les concrétiser aux yeux des citoyens, on aura de l'investissement avec un appui européen qui touchera les pays qui ont le plus besoin d'effectuer le rattrapage. S'il y a une discussion publique sur ce que veut dire « réformes structurelles » et à quoi elles doivent servir, et s'il y a un débat avec les parlements nationaux et une proposition de Bruxelles ; s'il y a un minimum de droits sociaux associés à la citoyenneté européenne, peut-être y a-t-il encore beaucoup de choses que nous pouvons faire, si l'on veut les faire. Mais je suis complètement d'accord avec Pierre-Alain Muet quand il dit qu'on croyait que c'était un projet politique et qu'on serait capable, avec la politique, de boucher les trous dans l'architecture. Mais maintenant la volonté n'est plus là et nous sommes un peu coincés. C'est cela, la situation dramatique qu'on doit subir.

Jean Quatremer

Simplement un mot sur les réformes structurelles. Je partage mille fois ce que vous dites, parce qu'on met dedans tout et n'importe quoi, c'est-à-dire à la fois l'assouplissement du marché du travail, ce qui veut dire pouvoir licencier du jour au lendemain n'importe quel travailleur, sans tenir compte de ses droits tels qu'on les a acquis depuis cinquante ans, soixante-dix ans ou un siècle. Mais il y a aussi des choses très positives sur la réforme de la justice. Je pense par exemple que, dans le mémorandum sur la Grèce – je n'ai pas lu celui sur le Portugal, puisque le Portugal a posé moins de problèmes –, il faut lire tout ce qui concerne la réforme de l'État. C'est la majeure partie du mémorandum. Or, ici, en France, par exemple, on ne parle que de l'aspect coupe dans les

salaires, licenciement de fonctionnaires, qui est une toute petite partie du mémorandum. Tout le reste, c'est une réforme majeure de la société grecque qui est proposée.

Elisa Ferreira

C'est à cause de cela que j'accuse les propositions de la Troïka d'être surtout à caractère nominal : c'est la valeur qui compte, et le court terme. On a l'impression que ce n'est pas pour le bénéfice des pays qu'on fait les réformes structurelles, c'est pour le bénéfice des créanciers ou des concurrents. Et ce n'est pas bon pour l'esprit européen. Mais si l'on veut faire des réformes, on a besoin de temps, puisqu'une réforme de l'administration publique prend quatre ou cinq ans et nécessite un budget. Ce serait une utilisation intéressante du budget européen ou même d'une partie des fonds communautaires que d'accompagner la mise en œuvre de la réforme avec un *monitoring*, un calendrier et un budget. Si vous voulez faire une réforme de l'administration publique en deux ans et sans budget, vous coupez les salaires et vous ne faites rien de plus. C'est dramatique, c'est la dégradation totale de l'administration publique.

Bernadette Ségol

J'ai graduellement senti un niveau de frustration qui augmentait au cours de la discussion. J'ai bien compris que Jean Quatremer voulait une réforme des traités, j'ai compris aussi qu'intellectuellement c'est très satisfaisant. Effectivement, c'est très satisfaisant, mais moi, je dois vous dire que si je proposais, dans les

documents qui seront présentés au congrès à Paris fin septembre, l'idée qu'on veut plus d'intégration, cela ne passerait pas. Alors, que faut-il faire ? Pour moi, il y a des choses à faire. On peut construire des choses qui, intellectuellement, me satisfont en tant qu'individu, vers lesquelles je veux bien aller, mais, en attendant, si l'on ne met pas dans la gouvernance européenne des objectifs de convergence salariale vers le haut, des objectifs de convergence sociale vers le haut, les gens n'en voudront pas.

Que veut dire « convergence salariale vers le haut » ? Pour l'instant, c'est vers le bas qu'on l'a eue. Les réformes structurelles, je ne reviendrai pas dessus, parce que c'est vrai que cela englobe beaucoup de choses. Mais si vous parlez à un travailleur de réformes structurelles, il sait ce que cela veut dire : moins de protection sociale, moins de salaire, plus de flexibilité dans l'embauche et dans le licenciement. Voilà donc la traduction immédiate de termes économiques qui regroupent, je suis d'accord, d'autres choses.

Nous avons un grand débat à la Confédération européenne des syndicats sur le salaire minimum. Le salaire minimum, sur 28 pays, il y en a 5 qui ne l'ont pas, et ce ne sont pas les 5 pays qui n'ont pas de salaire minimum qui font du *dumping* social. En effet, ce sont les pays les plus développés, que je n'ai pas besoin de nommer. Est-ce qu'on pourrait, si l'on veut discuter d'un mécanisme de salaire minimum, introduire l'idée dans le semestre européen que, dans les pays où il y a déjà un salaire minimum, on ait comme objectif par exemple 60 % du salaire médian ? Je sais bien qu'on ne va pas y arriver demain.

Mais est-ce qu'on donne aux gens le sentiment qu'on cherche à faire progresser leur situation ? Pourquoi le Conseil européen ne peut-

il pas faire une déclaration solennelle sur l'idée que les travailleurs qui viennent d'un autre pays doivent être traités de façon égale, une interprétation de la directive du détachement des travailleurs ? Tant qu'on ne prendra pas des initiatives qui montrent aux gens qu'on veut aller vers du mieux, ils ne vont pas accepter plus d'intégration et d'autres institutions. Comment voulez-vous les convaincre ?

Intellectuellement, c'est imparable qu'il faut un changement de traité, si l'on pense que l'Union européenne, c'est l'avenir. Mais entre l'intellectuel et le bulletin de vote, il y a une marge, et je pense qu'il y a des choses qu'on pourrait effectivement faire pour montrer aux gens que ce n'est pas pour aller vers le bas qu'on fait cette Europe, mais pour eux, pour aller vers le haut.

Benedicta Marzinotto

J'aimerais parler de trois choses : des règles, surtout des règles budgétaires, du processus du semestre européen, et puis de la dimension sociale. Tout d'abord, vous parlez des règles, des règles budgétaires. On l'a dit, il y en a trop, elles sont trop compliquées, presque trop intelligentes pour fonctionner. J'ai passé des mois à étudier les règles budgétaires autour du six-pack et je crois que leur complexité est telle qu'il est difficile de les respecter. Il n'y a pas assez de transparence. Je pense que le côté discrétionnaire met la Commission dans une position délicate. Elle doit prendre des décisions, c'est difficile : il y a des risques de politisation de la Commission. La Commission est actuellement malheureusement trop faible comme institution pour accepter cette responsabilité supplémentaire. Il faut donc simplifier pour améliorer la situation de la Commission.

Concernant le traitement des différents États, on a souvent dit que la Commission était trop tolérante avec certains, comme la France et l'Italie : est-ce une décision politique ? Est-ce une décision justifiée ? Il faut savoir si l'on doit tenir compte de l'effet d'entraînement des externalités des politiques budgétaires, ces externalités positives ou négatives. Il est certain qu'à ce moment-là les grands pays produisent des externalités supplémentaires. Il y a donc cette ambiguïté, cette difficulté, à laquelle doit faire face la Commission quand elle essaie de coordonner la politique budgétaire.

La proposition pratique serait de changer les cibles budgétaires. Comme je l'ai dit tout à l'heure, il me semble que l'objectif ultime devrait être la soutenabilité. Il y a aussi le cycle annuel des budgets. Si votre objectif ultime est de faire en sorte que l'interne soit soutenable, il ne faut pas tenir compte simplement de telle ou telle année, mais regarder le moyen terme. Il faudrait donc aller au-delà des cycles annuels budgétaires, et peut-être parler de cycles de moyen terme dans la politique budgétaire.

Il faut également dire quelque chose sur l'aspect durabilité, et c'est pour ça que le moyen terme est important. Il ne faut pas provoquer une contraction trop importante si cela met en péril la durabilité. Qui serait en charge de ces aspects ? On parle beaucoup des conseils budgétaires nationaux, et je crois qu'ils auraient un rôle important à jouer. Il faut leur donner un mandat très simple d'évaluation. Ce serait contraignant, car les gouvernements seraient obligés d'expliquer publiquement pourquoi ils n'acceptent pas telle ou telle recommandation.

Pour ce qui est de la légitimité, il faut que tout le monde soit responsable devant le parlement national. Il faut donc qu'il y ait un lien

direct entre chaque conseil budgétaire national et son parlement national. Y compris parce que les parlements nationaux sont de très bons acteurs pour promouvoir, dans leurs pays, le besoin de réformes structurelles.

Xavier Ragot

Je voudrais dire à quel point je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit, et notamment souligner mon intérêt pour l'article écrit par Agnès Bénassy-Quéré sur la réforme du semestre européen, auquel j'ai eu le plaisir de contribuer. Je pense que la réforme de court terme ne peut se penser que par rapport à l'horizon à long terme de la viabilité de la zone euro. Ce qui a été dit par plusieurs ici, c'est que la zone euro, dans son état actuel, n'est pas viable. Qui nous l'a dit ? Joseph Stiglitz nous l'avait dit, Paul Krugman nous l'avait dit, Robert Solow nous l'avait dit. Et nous, jeunes économistes, lorsque nous allions aux États-Unis, nous disions : « Non, vous n'avez rien compris, la zone euro, c'est un projet politique, et nous y arriverons. La politique est plus forte que l'économie. »

Nous nous sommes trompés, les choses sont plus complexes. Je pense que toute question de réforme de court terme doit avoir comme horizon la viabilité de la zone euro. C'est la première contrainte. La seconde contrainte, c'est l'acceptabilité politique, le projet politique européen, les valeurs politiques. Quelle est l'intersection de ces deux contraintes ? Il me semble que c'est de mettre au cœur du projet européen – à court terme et à moyen terme – la convergence des marchés du travail. Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ? Comme il a été dit, plusieurs pays ont des SMIC. Coordonnons l'évolution des SMIC européens ! Cela ne demande pas

un changement de traité, cela demande une coordination. En France, il y a le comité d'experts sur le SMIC, il y a le Conseil d'orientation pour l'emploi, il y a les rémunérations analysées par France Stratégie ; en Belgique, il y a des structures ; en Allemagne, ils ont fait un SMIC. Coordonnons par le haut l'évolution des SMIC pour réaliser une convergence européenne !

Quand le FMI demande à la Grèce de dévaluer, de baisser ses salaires, on ne peut pas le lui demander sans demander parallèlement à l'Allemagne d'augmenter les siens. Car il faut aussi que l'Allemagne, à court terme, perde de la compétitivité par rapport à la Grèce, l'Espagne et le Portugal. Cela, il faut avoir le courage de le dire et cela s'appelle la coordination économique du marché du travail.

Comment peut-on le faire ? Un, coordination des SMIC. Deux, lancer enfin la réflexion sur des choses à moyen terme, qui donnent des projets : l'assurance chômage européenne par exemple. La question de savoir comment on peut faire un socle minimal d'assurance chômage européenne commence à prendre dans le débat européen. La portabilité des droits pour permettre aux travailleurs de se déplacer, aussi. Il faut donc mettre clairement toutes ces questions de progrès social européen absolument nécessaires pour la viabilité de la zone euro au cœur de l'agenda, et cela ne demande pas des changements de traité.

Autre sujet, et là, je reprends ce qu'a dit Valérie Rabault : si l'on pense marché du travail, il faut penser qualification de la jeunesse. Un grand succès européen, c'est Erasmus. La jeunesse décroche par rapport à l'Europe ; faisons des universités européennes, faisons de la mobilité européenne. Pourquoi ne pas faire une grande université

européenne polyglotte ? C'est mon rêve. L'horizon de la convergence des marchés du travail articule des projets de court terme qui sont complètement faisables avec les traités actuels. Il faut donner du sens au projet social, parler de l'Europe, du plein emploi à dix ans, car plus personne ne parle de plein emploi en Europe.

Jean Pisani-Ferry

Je suis absolument d'accord avec Xavier Ragot sur le fonds spécial. Je voudrais revenir sur un point central de la discussion, qui est : pourquoi est-il si difficile de se coordonner ? Le plus difficile n'est pas tellement de trouver l'équilibre entre des intérêts qui s'opposent, c'est de concilier des modèles de la réalité incohérents. Or c'est le cas aujourd'hui. Nous avons des lectures très différentes de ce qui s'est passé. L'Allemagne adhère majoritairement à une lecture de la crise de la zone euro qui ne me semble pas exacte, et qui met l'accent à l'excès sur la dimension budgétaire et voit derrière toute proposition de partage du risque un simple appel à la générosité allemande.

Nous avons là un obstacle de fond, un obstacle cognitif. Entre la France et l'Allemagne, nous avons eu un certain nombre de mauvais compromis parce qu'on a essayé de concilier deux visions de la réalité qui étaient en soi cohérentes, mais dont le point moyen n'était pas cohérent avec la réalité. La réponse à un tel problème est institutionnelle. Pourquoi la BCE parvient-elle effectivement à surmonter cela ? Non pas parce qu'il y a accord spontané sur ce que doit être la politique monétaire, loin de là. Mais parce qu'on a créé une institution capable, en son sein, de produire de la cohérence, et de produire de la cohérence temporelle dans son action. Voilà qui démontre

le fait qu'on a besoin d'institutions. Cela nous renvoie à la question sur le changement de traité. Ce n'est pas en soi quelque chose d'essentiel mais, si l'on veut créer des institutions, si l'on veut développer des institutions, cela renvoie à une question de traité.

Dernier point, de quel type d'institutions a-t-on besoin ? A-t-on besoin d'institutions spécifiques à la zone euro ou a-t-on besoin d'institutions pour l'Union ? Il me semble de plus en plus que la vieille idée consistant à dire qu'on va construire à l'intérieur de l'Union un petit groupe des pays cohérents entre eux cède le pas face à la réalité. Beaucoup de choses vont se faire avec tous – moins ceux qui ne voudront pas participer, en particulier les Britanniques. Nous sommes donc davantage dans une logique « 28 moins » que dans une logique « zone euro ». On le voit bien aujourd'hui avec tous les pays candidats, qui se considèrent virtuellement membres de la zone euro.

L'idée du noyau dur est une vieille idée à laquelle on tient en France, mais elle ne correspond plus à la réalité. Il faut donc concevoir les choses dans ce périmètre « 28 moins ». Son intérêt est qu'on dispose alors d'un instrument dont on ne se sert absolument pas et dont on a tort de ne pas se servir, c'est le budget de l'Union. Nous avons un budget de l'Union. Plutôt que de fabriquer un budget de la zone euro, il serait peut-être temps de se demander ce qu'on en fait, au lieu de considérer qu'il est simplement là pour exister et ne servir à rien.

Henrik Enderlein

On parle de nos attentes envers le rapport des cinq présidents, et je voudrais souligner à quel point je trouve ça bien que ce soit

maintenant un rapport des cinq présidents et non de quatre présidents, parce que la question de la légitimité démocratique est essentielle. Je ne vais pas entrer dans le détail de mes attentes, mais je pense qu'il est essentiel de compléter le marché unique, qu'il faut un système d'absorption de chocs cycliques – que ce soit une assurance chômage ou pas, peu importe. Il faut compléter le MES, il faut le relier à des mécanismes de contrôle démocratique. Il faut compléter l'union monétaire, notamment les garanties de dépôt. C'est mon menu, il y en a d'autres.

Au-delà la question « Que doit-on faire ? », je pense que la vraie question est : « Qui fait ? », et je voudrais conclure là-dessus. Je vois aujourd'hui un risque d'intergouvernementalisation de l'Union européenne. J'ai dit que je saluais le fait que ce soit un rapport de cinq présidents, mais peut-être aurais-je préféré un rapport de trois présidents – Mario Draghi, Jean-Claude Juncker et Martin Schulz – parce que ce sont ces trois présidents-là qui maximisent l'intérêt européen. Or, aujourd'hui, il y a vraiment cette divergence entre l'Europe intergouvernementale et l'Europe communautaire. Il faut renforcer le pilier communautaire. Nous avons fait beaucoup de Commission-*bashing* sous la dernière mandature ; changeons cette perspective ! Peut-être que ces cinq prochaines années seront les années où il faudra renforcer les institutions véritablement européennes.

Jean Quatremer

J'espère qu'il y aura un compte rendu et que cette réunion ne se terminera pas comme la conférence inter-parlementaire dont vous avez raconté par le menu la disparition dans un grand trou, parce qu'il y a eu beaucoup de contributions intéressantes.

Pervenche Berès

Jean Quatremer a animé cette demi-journée avec une grande maîtrise à la fois des sujets, des questions et une capacité à réveiller le débat. Je mesure le caractère frustrant, Bernadette Ségol l'a exprimé, d'une table ronde, en réalité presque un séminaire, alors que le divorce avec l'opinion publique sur les questions européennes paraît se creuser.

Pour moi, qui baigne tous les jours dans cette discussion, je crois que cet échange nourrit une réflexion essentielle et permet de vérifier l'essentiel des propositions sur lesquelles nous avançons, avec Elisa Ferreira, lorsqu'au Parlement européen nous portons ce débat dans un contexte politique peu favorable.

Je veux dire à Martin Schulz combien pour nous, les socialistes français, il est important qu'il ait fait le voyage ici à Paris, deux jours avant une réunion avec les quatre autres présidents, pour peut-être repartir d'ici avec quelques idées supplémentaires sur la façon de faire pour que ce rapport ne soit pas un nouveau rapport de plus, bien rangé sur une étagère, mais bien celui qui permette de mettre en œuvre cette véritable union économique et monétaire, dont j'ai imaginé pour le titre de notre rencontre aujourd'hui, qu'elle était urgente.

ALLOCUTION DE MARTIN SCHULZ

L'euro nous a protégés pendant la crise, a protégé nos économies, n'en doutons pas un seul instant. Les conséquences de la crise auraient pu être beaucoup plus brutales ; elles ont cependant été très dures pour une grande partie des économies européennes. Le résultat est une souffrance sociale considérable qui résonne aujourd'hui dans des choix politiques extrêmes à travers toute l'Europe.

Si elle n'a pas failli, la zone euro a échoué à mieux nous protéger, car elle n'était pas suffisamment solide. Des instruments, des politiques ont été mis en place depuis pour améliorer la gouvernance de l'union économique et monétaire. L'union bancaire est un élément fondamental. Elle constitue un progrès majeur pour l'Union européenne, un transfert de souveraineté sans précédent depuis l'avènement du marché unique. Nous devons achever la réalisation de cette union au plus vite.

Mais ce n'est pas suffisant, dans le contexte instable que nous connaissons : il faut avoir le courage d'achever cette union économique et monétaire, de prendre des mesures urgentes, mais aussi de poser les bases de changements sur le long terme en modifiant les traités.

Revenons aux origines : l'euro a été créé pour les Européens, l'euro est la monnaie des Européens. Elle doit améliorer la vie des

Européens. Et parce que Henrik Enderlein comme moi sommes ici en tant qu'Allemands, il faut rappeler que nous sommes vingt-cinq ans après la chute du Mur. La création de l'euro est la conséquence d'une crainte, crainte européenne et allemande, de cette Allemagne réunifiée, de ce bloc de 80 millions d'Allemands au centre du continent et de cette puissance économique d'une combinaison des deux forces militaires les plus fortes au-delà des Américains et des Russes, dans l'OTAN et le Pacte de Varsovie, avec autour de 500 000 soldats, qui représentaient les deux armées les plus puissantes dans les pactes respectifs ; la crainte de cette Allemagne qui n'avait plus le droit historiquement de répéter les erreurs du XX^e siècle. Un des instruments pour éviter la suprématie allemande sur le continent européen était l'intégration de cette économie dans une monnaie commune.

Historiquement, c'est une décision vraiment importante pour les Allemands parce que, avec l'euro et la reconnaissance de l'euro comme un projet historique, l'Allemagne signalait à ses partenaires en Europe : « Nous ne sommes pas l'Allemagne des années 1930 et 1940, nous sommes une démocratie prête à approfondir l'intégration européenne pour éviter que les désastres du XX^e siècle ne se répètent. » C'était donc la monnaie des Européens créée pour la paix en Europe, la stabilité en Europe et aussi, je le répète, pour améliorer la vie des Européens.

Nous devons mettre en œuvre une gouvernance économique qui donne confiance aux citoyens, qui génère, pour eux, de la croissance et de la stabilité. Certains pensent que la monnaie unique n'existe que pour le profit des grands acteurs économiques. D'autres pensent qu'elle les a tout simplement laissés sur le carreau de l'austérité et que leur vote n'a aucune incidence sur les choix économiques. Pour redonner

aux citoyens le sentiment qu'ils ont une influence directe, il faut renforcer l'impact du Parlement européen, c'est ce que nous faisons du matin au soir. Pervenche Berès et moi-même sommes d'accord qu'il ne faut pas le faire avec les mots d'une langue de bois, il faut être clairs, visibles, et c'est mon rôle que d'être audible.

De façon globale, la légitimité démocratique de la gouvernance économique est trop faible. Une feuille de route de l'union économique et monétaire doit être établie sur les politiques à adopter comme sur la vision globale. Quand je parle de feuille de route, cela ne veut pas dire que je veux enterrer ce sujet. On connaît des feuilles de route qui s'arrêtent sur le bord de la route. Moi je veux, et j'appelle à une révision approfondie de la façon dont nous menons notre coordination économique et la contrôlons. Nous ne pouvons pas diriger la zone euro à coup de mesures prises pendant les crises pour parer au plus pressé sans assainir la situation.

Nous avons donc besoin d'une feuille de route ambitieuse et cohérente pour toute notre zone économique, qui réponde aux attentes des citoyens et des citoyennes. C'est ce à quoi je m'attache au sein du groupe des cinq présidents, en faisant entendre la voix des citoyens. Mon rôle est de donner aux citoyens et aux citoyennes la voix dont ils ont besoin. Le succès d'une bonne gouvernance, c'est la garantie d'une monnaie unique inattaquable. Une monnaie unique n'est pas simplement un concept défendu au nom d'un fédéralisme fanatique, non, une monnaie unique fait sens dans le contexte économique actuel et, pour qu'elles vivent, nos économies doivent converger.

Permettez-moi d'éclaircir un point. Nous voulons la convergence car elle est bonne pour l'Europe. Quand je parle de

convergence, je ne pense pas à une convergence à marche forcée des pays européens vers le modèle allemand. Clarifions : je suis le président du Parlement européen, citoyen allemand, bien entendu, mais pas l'ambassadeur de la République fédérale. C'est une convergence qui s'assure que les politiques d'un État ne nuisent pas à un autre État de l'Union ; qui assure une coordination efficace, mais aussi souple, pour s'adapter aux spécificités nationales. Cette convergence doit montrer que nous avons conscience que les grands projets européens, que ce soit le marché unique numérique ou l'union de l'énergie, permettront une union économique génératrice de prospérité pour tout le continent.

Notre modèle doit inscrire dans le marbre sa dimension démocratique et sociale. C'est à cette condition que nous pourrions en faire un modèle viable, un modèle fort, qui puisse s'imposer dans un monde en perpétuel bouleversement. C'est pourquoi l'union économique et monétaire a besoin d'un gouvernement efficace et démocratique qui aurait toute sa place dans le cadre des institutions européennes. Comme principe, elle a besoin d'un code de convergence pour l'ensemble des règles et des devoirs, mêlant objectifs économiques et sociaux adoptés par procédure législative ordinaire, et qui fasse ainsi partie, à plein titre, de la législation européenne.

Elle doit s'attacher à la définition précise des domaines où la compétitivité peut être améliorée, où des gisements de croissance pour une meilleure cohésion sociale sont clairement identifiés. Dans le même temps, la division des compétences permettrait aux États membres et aux parlements nationaux de mieux identifier leur domaine d'action et d'en prendre toute la mesure pour mettre en place les programmes nécessaires.

Tous les acteurs de la gouvernance économique doivent travailler ensemble, ce qui ne veut pas dire qu'ils travaillent au même niveau. Mais en coopérant on offre plus de légitimité, plus de transparence, plus de responsabilisation, en un mot, plus de démocratie.

Nous avons établi des graphiques, nous avons fait des évaluations, nous nous sommes coordonnés. Le résultat n'est pas à la hauteur de nos espérances. Nous avons besoin de règles contraignantes, nous avons commencé dans cette direction avec le two-pack, avec le six-pack, et nous devons consolider ce processus. Mais nous avons besoin de plus, et notamment de rendre les chefs d'État et de gouvernement plus impliqués et plus responsables. Il faut qu'ils s'emparent, eux, de ces règles. Il faut que ces règles soient mieux acceptées par les Européens pour que nous puissions avancer. Il faut que ces règles soient mieux acceptées pour être mieux appliquées par tous.

En attendant des outils plus performants, nous devons consolider les instruments dont nous disposons, utiliser à fond les possibilités du semestre européen, du two-pack et du six-pack, dans la flexibilité, dans les limites responsables que ces instruments permettent, afin de ne pas seulement se focaliser sur les déficits, mais aussi et surtout sur les déséquilibres macroéconomiques, sur les écarts d'investissement et les problématiques sociales.

J'ajoute un mot, très personnel. Pendant la campagne électorale de l'année dernière, j'ai essayé d'expliquer aux citoyens et aux citoyennes le two-pack, le six-pack, le semestre européen : ils ne les comprennent pas. On ne prend pas suffisamment en compte, dans

la stratégie engagée pour résoudre nos problèmes, que les déséquilibres macroéconomiques, le manque de fonds d'investissement, le manque de croissance amènent directement un chômage insupportable, surtout pour les jeunes. Si l'on ne règle pas ces problèmes, toute une génération en Europe risque de payer dans les différents pays avec un chômage des jeunes autour des 50 %, et plus dans quelques régions, toute une génération en Europe est hypothéquée par une crise qui a été créée par d'autres.

Cette Europe incapable de résoudre le problème des déséquilibres macroéconomiques offre aux citoyens et aux citoyennes l'image d'une absence totale de solidarité entre les peuples et dans les sociétés. Il faut donc parler clairement. L'euro nous a protégés, mais l'image de l'Europe n'est pas que l'Europe protège les citoyens. C'est un élément qui me préoccupe, parce que je crois que le résultat de tout cela est que l'Union européenne est menacée comme jamais auparavant. C'est une expérience de l'histoire de la démocratie : quand les citoyens et les citoyennes abandonnent une idée, abandonnent l'engagement, ne soutiennent plus, on ne revient jamais en arrière. Et, soyons honnêtes, nous sommes exactement cette situation.

Je souhaite le renforcement de l'Eurogroupe avec un président permanent, responsable et avec des moyens élargis. Mais ces pouvoirs élargis doivent aussi avoir une plus grande légitimité démocratique pour mener directement à une stratégie qui prenne en considération, non pas les aspects budgétaires, mais les solutions à la crise sociale. Nous avons discuté des instruments, des institutions et des outils. C'est nécessaire, mais il faut utiliser les outils pour résoudre la catastrophe sociale qui existe dans quelques États membres de l'Union européenne.

« Que pouvons-nous faire maintenant ? » est le titre de notre rencontre. La réponse à cette question est à mes yeux la suivante : la remobilisation. Pas seulement de notre électorat qui est en train de perdre confiance dans la gauche en Europe, parce qu'il a l'impression que la gauche, soit dans l'opposition, soit au gouvernement n'est plus suffisamment forte, ni au niveau national, ni au niveau européen, pour défendre les intérêts des citoyens et des citoyennes. Et ce, dans le cadre d'une Europe chaque jour un peu plus approfondie économiquement, mais qui l'est en l'absence d'instruments démocratiques qui obligerait ceux qui ont la responsabilité à ne pas se focaliser uniquement sur l'aspect budgétaire, sur les instruments du management, mais à adopter des mesures concrètes pour soulager les gens qui souffrent dans la vie de tous les jours et qui sont en train de perdre confiance.

C'est la raison pour laquelle je crois que quelques éléments des derniers mois sont sous-estimés et que nous, la gauche au Parlement européen, devons davantage nous engager pour le plan, par exemple, qui est un plan d'investissement de 315 milliards d'euros. On peut être sceptique si c'est le seul instrument mais, sans investissement dans l'économie réelle, il n'y aura pas d'emplois. Attirer des investissements est primordial, impératif. Que font les États membres de l'Union européenne ? Nous avons débattu pendant les dernières semaines sur un projet de 315 milliards d'euros avec eux. J'ai dû négocier jusque tard dans la nuit avec les ambassadeurs pour quinze petits millions... Quinze millions sur un projet de 315 milliards. Cela incluait les gouvernements de la gauche. Ils manquent de courage, ils manquent d'ambition, ils manquent d'engagement.

Un deuxième projet qui, à mes yeux, est extrêmement important, c'est d'avoir le courage de dire aux États membres, aux

parlements nationaux comme aux gouvernements nationaux, que le surplus de l'économie en Europe, le bénéfice économique en Europe des grandes entreprises qui sont les plus riches, est transnational. Les bénéfices sont transnationaux, le système fiscal reste national, c'est une des raisons du déséquilibre macroéconomique en Europe. Si l'on n'introduit pas à moyen terme un système d'impôts européen, je crois que nous allons plus encore perdre la confiance de nos concitoyens.

L'Europe est une union où les grands spéculateurs font des milliards de profits et ne paient pas de taxes. Mais, quand ils font de grandes pertes, ce sont les contribuables qui paient pour eux. Et l'incapacité des États membres à générer des revenus parce qu'il y a de l'évasion fiscale, parce qu'il y a de la fraude fiscale, parce qu'il y a les *tax rulings* des États membres a un résultat concret et désastreux. Quelques États en profitent, les autres y perdent. Nous appelons cela déséquilibre macroéconomique mais derrière ces mots se cachent des désastres politiques et des sorts individuels lamentables.

La crise sociale casse la crédibilité, surtout celle de la gauche. C'est notre tâche commune de lutter sur trois éléments à court terme. D'abord, contre le chômage des jeunes. Si toute une génération reçoit un seul message – « nous avons de l'argent pour tout le monde mais pas pour vous » –, comment peut-on s'attendre à ce qu'ils soutiennent l'idée européenne ? Deuxièmement, les investissements. Sans investissements, il n'y aura pas de croissance et pas d'emplois. Troisièmement, on a besoin d'un simple principe à court terme. J'étais heureux que Juncker ait choisi la formule avec laquelle nous avons mené la campagne électorale. Pour faire un premier pas, il ne faut pas créer un ministère des Finances européen, il faut introduire un simple principe : le pays de profit est le pays de l'impôt. Le pays de profit est le pays de

la taxe. Google en Allemagne a fait 3 milliards de profits en 2014 et ils ne paient aucun euro. Siège social : je ne sais sur quelle île. Je suis pour le fait que, lorsque Google fait 3 milliards de profit en Allemagne, ils paient une taxe en Allemagne, quand ils font 5 milliards en France, ils paient une taxe en France. Pour éviter de lutter avec le six-pack ou le two-pack, contre le déséquilibre social, le déséquilibre macroéconomique, je suis pour une simple règle : là où on fait des bénéfices, on paie la taxe. Cela rendrait aux États membres de l'Union européenne une capacité à lutter beaucoup plus efficacement contre la crise sociale.

ALLOCUTION DE CLAUDE BARTOLONE

Le défi est clairement identifié. Il s'agit d'abord, pour l'Europe, de bâtir les fondements d'une union économique et monétaire véritable, c'est-à-dire un cadre global qui permette de tracer des objectifs précis pour la zone euro dans son ensemble, y compris sur le moyen et le long terme.

Martin Schulz l'a évoqué au sujet de la protection de l'euro aujourd'hui, en tant que président du Parlement européen, mais aussi en tant que citoyen allemand et, moi, je le fais en tant que citoyen français et député français. Si un certain nombre de nos compatriotes l'ont oublié, ici, dans cette maison, nous avons eu l'occasion de subir un certain nombre de dévaluations. Et l'on sait ce qu'il a fallu comme plans de rigueur pour faire suite à ces dévaluations, et l'on sait ce que cela a pu représenter pour un certain nombre d'entreprises qui ont joué la compétitivité monétaire plutôt que l'investissement et l'innovation. Et aujourd'hui, ici peut-être plus qu'ailleurs, on sait ce sur quoi pourrait déboucher le discours tenu par un certain nombre de forces populistes sur l'abandon de l'euro – je ne parle pas de ce que cela pourrait représenter pour l'endettement de chacun et de l'État.

Il faut donc un cadre dans lequel les politiques budgétaires seraient réellement coordonnées à la lumière de ces objectifs, et un

cadre dont la gouvernance serait cohérente et compréhensible par tous, plus démocratique et plus transparente.

Il faut donc commencer par sortir des réflexes de court terme, de la superposition de règles inachevées et de sommations irréalistes. Il s'agit ensuite de mieux équilibrer les politiques économiques européennes, c'est-à-dire de ne pas découpler les impératifs d'équilibre budgétaire des ambitions sociales qui sont les nôtres pour l'Europe. Pour une Europe plus juste et plus solidaire, il faut toujours donner la priorité à la croissance et à l'emploi, il faut donner la priorité à l'investissement.

Sur ces deux chantiers, la finalité est de redonner confiance dans le projet européen. Nos concitoyens s'en détournent, que ce soit par leur indifférence ou par une défiance de plus en plus assumée. C'est là une préoccupation à laquelle nous n'avons pas encore su répondre. Pourtant, chaque jour porte son lot de remises en question, en Grèce comme au Royaume-Uni, en Espagne comme en Allemagne. Les critiques qu'on y formule contre l'Europe sont moins éloignées qu'on voudrait croire : derrière chacune d'entre elles, il faut tout simplement voir un appel à la réforme.

Parlons ensuite de la méthode, et en particulier du rôle qui nous revient, en tant que parlementaires. Je veux rendre hommage au travail accompli à l'Assemblée nationale par les députés des commissions des Affaires économiques, des Finances et des Affaires européennes, et par leurs collègues du Parlement européen. Ces travaux sont indispensables à la production d'intelligence collective, ils sont utiles à nos gouvernements, et ils répondent à l'esprit démocratique qui a toujours animé l'Europe.

J'en profite pour féliciter Pervenche Berès et ses collègues de la commission des Affaires économiques et monétaires, pour le projet de rapport précieux et fourni qu'ils ont rédigé. Les pistes qui y sont identifiées orienteront les discussions des chefs d'État et de gouvernement au prochain Conseil européen, il faut l'espérer. Puissent-ils prendre des mesures concrètes, à la hauteur des enjeux et des attentes des populations.

Très concrètement, il est essentiel que le calendrier européen soit mieux adapté, pour permettre des échanges réels entre Commission et Parlement européen, entre Commission et États membres, entre gouvernement et parlements nationaux.

Par méthode, j'entends aussi qu'il nous faut nous engager, chacun à notre niveau, à prendre nos responsabilités. Nous autres, élus français, devons mieux parler d'Europe à nos concitoyens, en toute transparence et en toute sincérité. Nous devons nous mobiliser davantage dans l'hémicycle lorsqu'il est question d'Europe et, tout en demandant à la Commission de nous écouter et de nous informer, nous devons aussi l'exiger plus fermement de notre propre gouvernement.

C'est une conclusion à laquelle conduit naturellement le constat de la diversité des cultures politiques en Europe. Il est des pays où le gouvernement ne négocie pas sans mandat du Parlement. Cela conforte le gouvernement dans sa position à Bruxelles, responsabilise le parlement national, et évite à l'Union européenne d'apparaître injustement responsable des décisions qui sont prises dans ses domaines de compétence.

À l'Assemblée nationale, nous voulons prendre ces partenaires comme modèle. À notre demande, le gouvernement a accepté de se livrer à un exercice inédit : celui d'auditionner les ministres avant les conseils de l'Union européenne. Il faudrait encore aller plus loin, mais c'est une avancée non négligeable.

D'un autre côté – et je me tourne amicalement vers Martin Schulz –, il me semble que le dialogue doit être plus direct et plus régulier entre députés européens et députés nationaux. Leurs légitimités ne sont pas exclusives ; au contraire, elles peuvent se renforcer mutuellement. C'est seulement lorsque cette communauté d'intérêts entre parlementaires sera assumée que nos concitoyens voudront bien croire en notre attachement à la démocratie européenne.

Lorsque nous étions ensemble à Rome, fin avril, cher Martin, nous avons une fois de plus essayé de faire aboutir un règlement intérieur pour la conférence de l'article XIII, prévue par le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance. Une fois de plus, il faut l'avouer, nous avons échoué ! Je me souviens encore de nos retrouvailles à la fin de cette réunion où, l'un comme l'autre, nous nous disions : « Je n'y mettrai plus jamais les pieds ! » Je me suis réjoui de ce que les parlements européen, allemand et français se soient enfin rapprochés. Mais quelle frustration de ne pouvoir trouver un consensus sur un texte dont l'ambition est somme toute très modeste, puisqu'il ne donne aucune capacité de contrôle effective. Et quelle rage, je dois vous l'avouer, de voir que c'était précisément les pays qui disent vouloir renforcer les parlements nationaux qui militaient pour qu'il n'y ait aucun accord. Quel comble que les parlements nationaux deviennent un frein à leur propre renforcement !

Voilà, le colloque d'aujourd'hui résulte d'un engagement réel et reconnu de quelques parlementaires. Je forme le vœu qu'il augure un changement de fond dans les perceptions et les agissements de tous les parlementaires nationaux et européens, et qu'il inspire rapidement nos gouvernements.

Je dois vous dire – et je suis certain que Pierre-Alain Muet et Estelle Grelier auront eu le même sentiment – que j'ai ressenti une véritable frustration à la fin de l'intervention du roi d'Espagne dans l'hémicycle tout à l'heure. Parce que lui comme moi avions comme élément central de nos interventions l'Europe. Lui comme moi employions les mêmes mots sur le chômage des jeunes, sur la transition énergétique, sur le rôle qui est le nôtre, notamment pour les pays du Sud, en contact avec l'autre rive de la Méditerranée, de trouver des réponses compréhensibles pour nos citoyens. Et que nous voyions que rien ne se concrétise.

Je voudrais, en m'éloignant un petit peu de la question monétaire, prendre l'exemple de ce qui nous arrive aujourd'hui sur la réponse à apporter à ce flux de réfugiés qui fuient la mort, la misère, quelquefois la torture : l'absence de réponse à leurs aspirations. Sinon une : l'idée qu'il faudrait imposer des quotas. Sur ce seul thème, on arrive à une différence européenne, alors que, s'il y a franchement un thème sur lequel on pourrait, au nom de nos histoires communes, trouver une solution, c'est bien celui-là. On va simplement leur dire : « Vous êtes déjà X milliers à vous être noyés, le quota est atteint, on vous laisse vous débrouiller » ? On voit bien que, sur cette question, il y a la position qui doit être celle des pays d'accueil, mais il est évident qu'il devrait y avoir une réponse européenne pour savoir exactement comment chacun porte une part de cet effort.

Et comment imaginer que nos compatriotes, qui nous regardent hésiter, balbutier ou nous taire, puissent envisager que nous pourrions avoir une réponse forte au niveau économique, au niveau de la zone euro, au niveau des investissements, au niveau des solutions à apporter au chômage des jeunes, à l'ambition d'une université polyglotte, comme je l'ai entendu tout à l'heure, quand nous ne sommes pas capables de répondre à l'urgence ?

Le roi d'Espagne, comme moi, évoquait la position qui devrait être la nôtre en tant qu'Européens pour essayer d'avoir une position commune au mois de décembre au Bourget lors de la Conférence sur le climat. Pour avoir une réponse européenne à l'attente des pays du Sud – ces pays qui n'ont pas porté une large part de responsabilité sur la dégradation de notre climat –, une réponse sur les différentes interrogations, sur la couche d'ozone, le CO₂, une réponse aux pays qui attendent une participation financière, une réponse qui montrerait que les Européens ne sont pas là une nouvelle fois pour faire la leçon mais pour aider à permettre à nos industries, à nos pays d'entrer dans cette ambition universelle de la transition énergétique.

On voit qu'au moment où il faut faire des additions et avancer des chiffres, on risque de détruire cette grande ambition que représente la COP21. Si un certain nombre de pays, notamment du continent africain, continuent à constater qu'on tient des discours philosophiques et que, au moment où il faut les aider à prendre des décisions, au moment où il faut nous-mêmes prendre des décisions, il n'y a plus que des abonnés absents, vous imaginez ce que va être le résultat...

J'enrageais par certains côtés, parce que, lorsque nous nous retrouvons, nous, la gauche socialiste – et nous avons tellement évolué

les uns et les autres sur cette question –, nous disons ce qui, finalement, est une telle évidence qu'il faut passer à l'action. Mais au moment de la décision, c'est beaucoup plus difficile.

Là aussi, je dois vous dire que c'est un véritable enjeu démocratique, parce que l'outil qui est le plus rapidement mobilisé aujourd'hui, qui redonne des signes dans l'immédiat, c'est la Banque centrale européenne. Autrement dit, nous nous retrouvons avec un outil qui avait été conçu comme devant n'avoir aucun contrôle et ne devant recevoir aucun ordre de la part des pays qui constituent ce continent, et qui finalement répond à cette espérance financière. Belle illustration d'une situation où l'ensemble des citoyens européens pourrait nous prendre pour des gens incapables de porter ce projet.

Pour en revenir à hier, avec le lien qu'il y a entre le gouvernement espagnol et le discours du roi – puisqu'il ne prononce pas un discours sans avoir aussi discuté avec le gouvernement –, tous ont évoqué les politiques de modernisation économique, les politiques de modernisation sociale. Tous ont évoqué la nécessité d'adaptation qui devait exister dans chacun des pays. Lui comme moi nous avons dit que tout cela n'aurait aucun sens si cela ne s'inscrivait pas dans un projet européen par certains côtés ressuscité.

Au travers de deux discours, on voit le choc et la limite de la situation. On demande à la France, et il fallait le faire, de reconstituer les marges de ses entreprises. On demande à la France, et il fallait le faire, d'améliorer son marché du travail. On demande à l'Espagne d'être beaucoup plus attentive et d'en finir avec des déficits qui ne pouvaient pas être acceptés. Mais, si l'on continue à demander aux uns et aux autres ces efforts sans espérance européenne, à quoi allons-nous aboutir ?

On le disait tout à l'heure, on voit bien la limite s'il devait y avoir en direction de la Grèce des discours demandant de baisser le S.M.I.C., sans qu'il y ait de répercussions pour les pays qui connaissent des excédents qui pourraient être condamnés dans le cadre des traités.

Si le jeu est de dire que la seule manière de construire l'Europe, de lui donner une consistance en termes d'investissements, de nouvelles technologies, d'entrée dans la transition énergétique, c'est de continuer à se jouer les uns des autres... Si le jeu est de dire : « À vous de baisser dans un premier temps vos salaires, votre État-providence et votre protection de l'environnement, et vous allez retrouver de la productivité et puis, comme vous ne ferez pas concurrence, ce sera à nous de faire un réajustement par le bas », on voit comment d'un seul coup le piège se referme sur cette question européenne.

Un dernier mot parce que quelquefois les leçons viennent d'ailleurs. Je recevais le président chinois il y a quelques mois, nous discutons de beaucoup de choses et tout à coup il me dit : « Quelle est votre position sur la Grèce ? » Je répondis qu'on allait essayer de la conserver au sein de la zone euro, que le Grexit n'était pas notre genre. Il me rétorqua : « Mais vous aurez de toutes façons à nous demander notre avis, parce qu'on a aujourd'hui une couverture en euros et qu'on ne vous laissera pas faire n'importe quoi avec votre monnaie. » Franchement, si l'on en arrive à un point où les Chinois sont plus attentifs à notre monnaie que nous, c'est qu'il y a un vrai problème.

Pervenche Berès

Le débat se poursuit, la rencontre se termine, et je crois qu'il était normal qu'elle soit conclue par les présidents de deux parlements, tant cette question de l'avenir de l'euro est aussi liée à l'avenir de notre démocratie. Or tant que, à la lumière de ce qui se passe en Grèce, les parlements nationaux et le Parlement européen ne feront pas pleinement partie de ce débat, nous n'arriverons pas à mettre en place cette véritable union économique et monétaire qui est aussi l'outil dont nous avons besoin pour faire que l'euro réponde aux aspirations pour lesquelles nous nous étions mobilisés il y a maintenant quelque temps.

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial, Pervenche Berès et Gilles Finchelstein	7
Préambule	9
Première table-ronde	
L'idéal et l'horizon : que souhaitons-nous construire ?	13
Échange avec Michel Sapin	51
Deuxième table-ronde	
Le réel et le possible : que pouvons-nous faire maintenant ?	75
Allocution de Martin Schulz	105
Allocution de Claude Bartolone	115

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Une publication conjointe de la Fondation Jean-Jaurès
et de la Fondation européenne d'études progressistes,
avec le soutien du Parlement européen



Réalisation : REFLETS GRAPHICS
JUILLET 2016

RENCONTRE EUROPÉENNE

VERS UNE VÉRITABLE UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE ? COORDINATION, SOLIDARITÉ, CONVERGENCE

Le cadre de la gouvernance économique a aujourd'hui atteint un point de complexité tel qu'il est préjudiciable à la démocratie, à l'efficacité et à la transparence. Si l'Union européenne s'est dotée de dispositifs pour affronter la crise, ils restent insuffisants et il faut, désormais, mettre en place un véritable outil de politique économique pour relancer les économies, combattre le chômage, améliorer la convergence vers le haut.

Un colloque européen, réunissant les meilleurs spécialistes et de hauts responsables politiques, a dressé un état des lieux et dégagé des pistes d'action autour de trois priorités : coordination, solidarité, convergence.

www.jean-jaures.org